

## MODERNISATION DES TRANSPORTS

# L'Algérie vise à devenir un hub logistique régional

*L'Algérie s'engage dans une transformation ambitieuse de son secteur des transports pour devenir un hub logistique régional reliant l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient. Dans le cadre de la vision stratégique du président de la République pour dynamiser l'économie, le secteur des transports jouera un rôle central dans le développement du commerce extérieur. Cette nouvelle approche repose sur des infrastructures modernisées, une intégration régionale accrue et l'adoption de normes logistiques numériques, a précisé Nourredine Boudefa, Conseiller du ministre des Transports. P 3*



LA PRÉSIDENTE DU CNESE  
REÇOIT UNE DÉLÉGATION DE  
LA BANQUE MONDIALE

**Renforcer la coopération  
et soutenir les réformes  
économiques en Algérie**

La Présidente du Conseil National Économique, Social et Environnemental (CNESE) Madame Rabéa Kharfi a reçu, dimanche dernier au siège du Conseil, une délégation de la Banque mondiale conduite par Monsieur Mohammed Nadir, directeur du département prospérité pour la région MENA, pour explorer des voies de coopération visant à appuyer les réformes prioritaires engagées par l'Algérie, a indiqué hier le CNESE dans un communiqué.

P 2

LES TAUX D'INTÉRÊT APPLIQUÉS  
PAR LES COMMERÇANTS SONT  
JUGÉS USURIERS

**Nécessité de réguler les  
ventes à tempérament**

Les achats à crédit ne sont soumis à aucune règle économique et ne semblent pas être régis par la loi. En effet, dans notre pays, ces officines qui proposent des produits à crédit se multiplient. Si la méthode présente certains avantages, le résultat n'est cependant pas garanti, car, au final, l'acheteur acquiert le produit à un prix bien au-delà des règles commerciales, avec des marges bénéficiaires qui peuvent atteindre le double du prix initial. Une situation que dénonce Finabi Conseil, cabinet de conseil spécialisé dans le diagnostic financier et l'évaluation des entreprises.

P 5

EN DÉPÎT DE LA BAISSSE DE 12  
% DES EXPORTATIONS DE GAZ  
**L'Algérie reste le  
principal fournisseur  
de l'Espagne**

L'Algérie se positionne comme le principal fournisseur de gaz de l'Espagne, capturant une part significative de 38 %, soit 107,72 térawattheures, sur la période concernée. Comme l'a souligné la plateforme spécialisée « Attaqa.net », la situation s'est intensifiée en octobre, lorsque l'Algérie a encore renforcé sa domination en atteignant 53 % des importations espagnoles, soit 13,76 térawattheures. Cependant, malgré ce rôle de leader, les exportations algériennes vers l'Espagne en octobre affichent une baisse annuelle de 12 % par rapport aux volumes d'octobre 2023.

P 5

ALGÉRIE POSTE

**Lancement officiel d'Innovpost,  
premier hackathon dédié à  
l'innovation technologique** P 2

NUMÉRISATION DES SERVICES  
FINANCIERS ET BANCAIRES

**De grands  
progrès réalisés** P 5

APN

**Vote du projet  
de la loi de finances 2025  
ce mercredi** P 3

GROUPE "GICA"  
Nécessaire  
coordination  
entre les filiales  
pour atteindre  
les objectifs  
fixés

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun a appelé, lundi à Alger, les responsables du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) à renforcer la coordination entre ses filiales afin d'atteindre les objectifs fixés par les hautes autorités, saluant les progrès significatifs réalisés ces dernières années, selon un communiqué du ministère.

Dans le cadre de la série de visites qu'il effectue auprès des différents groupes relevant du secteur, le ministre a effectué une visite d'inspection au siège du groupe où il a été accueilli par le PDG de "GICA", Rabah Guessoum ainsi que ses cadres.

A l'entame de sa visite, M. Aoun a écouté un exposé détaillé sur le groupe qui compte 21 filiales spécialisées dans la fabrication de ciment, de granulats, de béton prêt à l'emploi (BPE), de marbre, de matériaux rouges ainsi que dans la maintenance et le montage industriels, poursuit la même source.

La visite a permis d'évoquer les principales réalisations de "GICA", notamment la fabrication d'une machine de chargement de navires avec un taux d'intégration nationale atteignant 95 %, première du genre en Algérie, la construction de cinq (5) silos de proximité pour le stockage des céréales dans quatre (4) wilayas, et la participation à un appel d'offres pour la réalisation de deux (2) silos de stockage des céréales dans les wilayas de Jijel et Mila.

A cette occasion, le ministre a souligné la nécessité de "poursuivre les efforts de tous les employés pour atteindre les objectifs réaffirmés à maintes reprises par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", saluant les efforts du groupe et "les progrès significatifs" accomplis au cours des dernières années, ajoute la source.

M. Aoun a en outre donné des instructions pour "renforcer la coordination entre toutes les entreprises relevant du groupe", réaffirmant son engagement à "suivre de près tous les développements de ces filiales".

R. E.

LA PRÉSIDENTE DU CNESE REÇOIT UNE DÉLÉGATION DE LA BANQUE MONDIALE

# Renforcer la coopération et soutenir les réformes économiques en Algérie

La Présidente du Conseil National Économique, Social et Environnemental (CNESE) Madame Rabéa Kharfi a reçu, dimanche dernier au siège du Conseil, une délégation de la Banque mondiale conduite par Monsieur Mohammed Nadir, directeur du département prospérité pour la région MENA, pour explorer des voies de coopération visant à appuyer les réformes prioritaires engagées par l'Algérie, a indiqué hier le CNESE dans un communiqué.

Par Sirine R.

Les discussions ont abordé des sujets précis visant à renforcer les institutions publiques, améliorer la gouvernance économique, et assurer une croissance inclusive. Il s'agit notamment de la gouvernance des entreprises publiques, de l'inclusion financière, du renforcement du système statistique et de la contribution des femmes à l'économie nationale.

En introduisant la séance, Madame Kharfi a présenté le CNESE comme un espace de dialogue et de concertation entre ses différentes composantes, sur les enjeux et les problématiques saillantes qui agitent le paysage économique, social et environnementale et comme une force de propositions destinées à éclairer les pouvoirs publics sur les voies et moyens

d'amélioration des résultats et l'impact des politiques multiformes mises en œuvre.

La présidente du CNESE a exprimé ainsi le besoin de renforcer les capacités du Conseil dans la conduite des études et autres rapports d'analyse sur la base des standards internationaux, tout en mettant en relief les avancées de l'Algérie dans son processus de diversification de la croissance, résultat des réformes engagées au cours de ces dernières années.

Pour sa part, Mohammed Nadir a salué les résultats encourageants atteints par l'Algérie au cours de cette dernière période et réitéré l'engagement de la Banque Mondiale à accompagner l'action du Conseil en matière d'outils d'évaluation, de veille et d'anticipation, à travers notamment les bonnes pratiques en usage dans différentes expériences réussies, tout en contribuant à

renforcer la visibilité à l'international des avancées réalisées en différents domaines.

Il a également exprimé le souhait d'approfondir la collaboration avec le CNESE pour accompagner l'Algérie dans ses priorités nationales, particulièrement dans son ambition de diversifier ses sources de croissance économique et de financement.

Cette rencontre constitue, selon le CNESE, une étape supplémentaire dans la coopération entre le CNESE et la Banque mondiale, ouvrant de nouvelles perspectives de collaboration pour le développement durable et la modernisation des entreprises publiques algériennes à l'effet de renforcer leur compétitivité sur les marchés régionaux, en particulier. Les deux parties se sont accordées à approfondir ces échanges en vue de leur concrétisation.

ALGÉRIE POSTE

## Lancement officiel d'Innovpost, premier hackathon dédié à l'innovation technologique

Algérie Poste a annoncé le lancement officiel d'Innovpost, le premier hackathon national dédié à l'innovation technologique dans le secteur de la poste, prévu le 30 novembre et le 1er décembre 2024, indique mardi un communiqué de cette entreprise.

"Algérie Poste annonce le lancement officiel d'Innovpost, le premier hackathon national dédié à l'innovation technologique dans le secteur de la poste, qui est un événement d'envergure en Algérie et dont l'objectif est de stimuler l'innovation, relever des défis concrets et mobiliser les talents créatifs", précise la même source.

Ce hackathon s'adresse aux étu-

dants et aux startups désirant "participer activement à la transformation digitale, sous le slogan "Towards a Connected and Innovative Post".

Relevant qu'Innovpost "se positionne ainsi comme une plateforme unique où idées et compétences convergent pour façonner un avenir plus connecté, durable et résolument tourné vers l'Open Innovation", Algérie Poste explique que ce premier hackathon s'articule autour de "six thématiques essentielles, réparties entre les catégories étudiants et startups".

Les thèmes concernant les étudiants s'intéressent au "développement web, vision par ordinateur-intelligence arti-

cielle, plateforme community engagement", alors que pour les startups, il s'agit d'"optimisation logistique (IoT/IA/Rfid/QR Code), optimisation de la gestion des files d'attente et innovation en gestion de carrière".

La même source précise que les solutions proposées devront être "novatrices, en intégrant des technologies avancées, adaptées aux besoins actuels du secteur de la Poste, contribuant ainsi à l'optimisation des services d'Algérie Poste".

L'entreprise précise que les inscriptions sont ouvertes du 7 novembre en cours et resteront accessibles pendant 10 jours et à l'issue de cette période, "une présélection

permettra de retenir les solutions les plus prometteuses, dont les équipes seront invitées à participer au hackathon prévu le 30 novembre et le 1er décembre".

Le hackathon Innovpost "adopte un format hybride alliant participation en ligne et en présentiel", note la même source, relevant qu'"en plus de la participation en ligne, les équipes sélectionnées auront l'opportunité de se regrouper dans l'une des quatre wilayas participantes, Alger, Sétif, Tlemcen et Ouargla et ce, pour une expérience collaborative et immersive".

R. E.

CONSEIL DE LA NATION

## Une délégation de la Commission de la santé en visite d'inspection dans les établissements hospitaliers à Alger

Une délégation de la Commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la solidarité nationale du Conseil de la nation a entamé une visite d'inspection dans les établissements hospitaliers, à Alger, pour s'enquérir des conditions de prise en charge des malades.

La première station de cette visite entamée lundi, a été le

centre de lutte contre le cancer Pierre et Marie Curie (CPMC) où la délégation a inspecté les services chirurgie générale, pédiatrie, pneumologie, radiologie et le laboratoire, et recueilli les préoccupations des responsables pour les transmettre aux hautes autorités afin d'améliorer la prise en charge des malades.

Dans une déclaration à la

presse en marge de cette visite, le président de la Commission, Pr Habib Douagui, a souligné que cette mission de trois jours intervient sur instruction du président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, dans le but de recueillir les préoccupations des responsables des différents services hospitaliers et de les soumettre aux hautes autorités pour trouver

des solutions.

Dans ce contexte, il s'est félicité de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant création d'un Fonds de lutte contre le cancer, et de l'octroi d'une carte Chiffa pour tous les cancéreux, avec l'obligation pour toutes les structures de santé de leur assurer une prise en charge immédiate.

Quotidien économique

Les Enjeux  
Eco

Édité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said , Casbah  
email: [lesenjeuxeco@gmail.com](mailto:lesenjeuxeco@gmail.com)

ccb : BDL 005  
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77  
E-mail: [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz)  
[programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz)  
[agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz)  
[agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz)  
[agence.ovargla@anep.com.dz](mailto:agence.ovargla@anep.com.dz)  
[agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)

## MODERNISATION DES TRANSPORTS

# L'Algérie vise à devenir un hub logistique régional

*L'Algérie s'engage dans une transformation ambitieuse de son secteur des transports pour devenir un hub logistique régional reliant l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient. Dans le cadre de la vision stratégique du président de la République pour dynamiser l'économie, le secteur des transports jouera un rôle central dans le développement du commerce extérieur. Cette nouvelle approche repose sur des infrastructures modernisées, une intégration régionale accrue et l'adoption de normes logistiques numériques, a précisé Nourredine Boudefa, Conseiller du ministre des Transports.*

Par Mourad A.

Les efforts de modernisation des infrastructures de transport en Algérie se concentrent principalement sur les ports, les réseaux ferroviaires et les aéroports, a expliqué le conseiller sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale. Les ports d'Alger, d'Oran et de Jijel sont au cœur de cette initiative visant à renforcer leur capacité d'accueil et les transformer en plateformes de transit et de distribution. « Cette modernisation rendra ces infrastructures plus compétitives à l'échelle internationale, facilitant ainsi le flux des échanges commerciaux », a-t-il ajouté. Pour s'insérer davantage dans les circuits commerciaux régionaux et mondiaux, l'Algérie prévoit de renforcer ses liaisons maritimes avec les pays méditerranéens et européens, tout en ouvrant de nouvelles routes commerciales vers l'Afrique. « En intégrant son réseau ferroviaire aux infrastructures des pays voisins, l'Algérie vise à créer des corridors commerciaux reliant ses ports aux marchés africains, permettant ainsi une circulation plus fluide des produits, contribuant à une croissance économique partagée avec le continent », a indiqué Boudefa. L'Algérie investit aussi dans la moderni-

sation numérique des infrastructures logistiques et de transport, adoptant des technologies de gestion avancées. Selon le conseiller, ces innovations numériques optimisent le transport et le stockage, réduisent les erreurs humaines et accélèrent les procédures douanières. « Avec ces systèmes d'information modernes, la chaîne logistique sera davantage contrôlée et les délais de traitement seront considérablement réduits, renforçant ainsi la compétitivité du secteur », a-t-il noté. L'intervenant a également évoqué l'importance des partenariats avec le secteur privé et les investisseurs internationaux, en précisant que ceux-ci sont centraux dans la stratégie de développement de l'Algérie. « En ouvrant la voie à des collaborations avec des acteurs privés, le pays espère renforcer et moderniser ses flottes de transport maritime, terrestre et aérien », a-t-il déclaré. Cette ouverture à l'international permettra d'intégrer des expertises et des technologies de pointe, consolidant ainsi l'efficacité et l'attractivité des infrastructures algériennes sur le marché mondial. Le développement d'infrastructures de stockage en dehors des ports fait également partie de cette stratégie. Pour éviter la congestion portuaire et préserver la qualité des produits, des installations de stockage mo-

dernes sont en cours de création, offrant des espaces sécurisés et optimisés pour le traitement rapide des marchandises. « Ces infrastructures sont essentielles pour gérer les flux de biens et répondre aux exigences croissantes du commerce international », a précisé le conseiller. En parallèle, l'Algérie vise à diversifier son économie en stimulant les exportations hors hydrocarbures. Grâce à des services et avantages logistiques spécifiques, le ministère des Transports soutient les exportateurs pour faciliter l'accès des produits algériens aux marchés internationaux, a indiqué Boudefa: « Ce soutien logistique permet aux entreprises algériennes de conquérir de nouveaux marchés, réduisant ainsi la dépendance du pays aux ressources pétrolières. » Enfin, le conseiller du ministre des Transports a annoncé la mise en place de nouvelles liaisons maritimes et aériennes pour renforcer la présence des produits algériens à l'international. Ces nouvelles lignes, qui relient l'Algérie à des régions stratégiques, ouvrent de nouvelles perspectives pour le commerce extérieur. « En créant un réseau de transport plus dense, l'Algérie entend non seulement accroître ses exportations mais aussi attirer davantage d'investissements étrangers », a-t-il conclu.

## APN

## Vote du projet de la loi de finances 2025 ce mercredi

L'APN reprendra ses travaux mercredi en séance plénière consacrée au vote du projet de loi de finances 2025 (PLF), indique mardi un communiqué de l'Assemblée populaire nationale. Selon le projet de loi, présenté la semaine dernière par le ministre des Finances, Laaziz Faïd, puis débattu par les membres de l'APN, la croissance économique de l'Algérie devrait atteindre 4,5 % en 2025, tandis que la croissance hors hydrocarbures serait

de 5%. Ainsi, le produit intérieur brut (PIB) devrait se situer, en valeur nominale, à 37.863 milliards DA (278,71 milliards de dollars) en 2025, passant à 40.850,54 mds DA (300,71 mds USD) en 2026 et à 41 859,30 mds DA (308,13 mds USD) en 2027. De plus, les dépenses budgétaires devraient se situer à 16.794,61 milliards DA en 2025, en hausse de 9,9% par rapport à l'année 2024, tandis que les recettes budgétaires devraient s'améliorer

en 2025 de 3,5% par rapport aux prévisions de clôture de l'année 2024, pour atteindre 8.523,06 mds DA, tirées essentiellement par l'évolution de 9% des recettes fiscales. Le PLF 2025 comprend aussi de nouvelles mesures visant à soutenir le pouvoir d'achat du citoyen et l'amélioration de son cadre de vie d'une part, et la promotion de l'investissement et l'appui à l'économie nationale d'autre part, et dont la proposition d'autoriser le

Trésor public à émettre des titres « Sukuk souverains », permettant aux personnes physiques et morales de participer au financement des infrastructures et/ou des équipements publics marchand de l'Etat. Il est aussi question d'autoriser les banques d'accorder, en sus des crédits immobiliers, des crédits à la consommation aux ménages pour l'achat de biens et des services, notamment dans le domaine de la santé et les voyages.

### MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DU RÉSEAU FERROVIAIRE Création d'une commission conjointe entre les ministères des Travaux publics et des Transports

Les ministères des Travaux publics et des Infrastructures de base et des Transports sont convenus de la création d'une commission conjointe entre les deux secteurs pour le suivi de la mise en œuvre du programme d'aménagement et de maintenance du réseau ferroviaire, a indiqué mardi un communiqué du ministère des Travaux publics. Cette décision a été prise, lundi, lors d'une réunion de travail coprésidée au siège du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, par les ministres des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh et des Transports, Mohamed El Habib Zahana. Lors de cette réunion, qui a été consacrée au suivi de l'état d'avancement des projets d'aménagement et de renouvellement du réseau ferroviaire, notamment à Alger et ses environs, les deux ministres ont donné des instructions "importantes" aux entreprises des deux secteurs portant nécessité d'accorder une attention particulière à la maintenance et à l'exploitation du réseau ferroviaire, "tout en accélérant la cadence des travaux des projets y afférents pour assurer leur livraison et partant garantir la qualité des prestations offertes, répondre aux attentes des citoyens et améliorer le service public". Dans ce contexte, l'accent a été mis sur la nécessité d'un suivi en temps réel de tous les projets relatifs à la maintenance, sur la réunion des conditions nécessaires à leur réalisation et à leur livraison, ainsi que sur l'impératif de coordonner et de conjuguer les efforts entre les institutions et les organismes des deux secteurs, à travers la mise en place d'un calendrier de travail pour le suivi de la réalisation des projets de maintenance du réseau ferroviaire, précise-t-on de même source. La réunion s'est déroulée en présence des entreprises placées sous la tutelle des deux ministères et des sociétés nationales chargées du suivi et de la réalisation des projets et de l'exploitation du réseau ferroviaire.

R. E.

## GAZ NATUREL VENDU AUX INDUSTRIELS ET INVESTISSEURS

## Le plafond des quantités à subventionner fixé

Synthèse R. E.

L'Algérie lève la subvention systématique et généralisée des prix du gaz naturel vendu aux industriels et investisseurs, nationaux ou étrangers. Le plafond des quantités à subventionner a été fixé par un arrêté ministériel daté du 13 octobre 2024 et publié au dernier numéro du Journal officiel. L'arrêté, signé par le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, définit «le seuil des quantités annuelles de gaz naturel

consommées sur le territoire national à partir duquel le prix de vente est librement négocié». « En application des dispositions de l'article 146 de la loi n° 19-13 du 14 Rabie Ethani 1441 correspondant au 11 décembre 2019 susvisée, le présent arrêté a pour objet de définir le seuil des quantités annuelles de gaz naturel consommées sur le territoire national à partir duquel le prix de vente est librement négocié », lit-on dans ce décret publié au J. O. Pris en application des dispositions de la

loi de 2019 sur les hydrocarbures, l'arrêté prévoit un abaissement du seuil de subvention progressivement sur cinq ans. « Le prix de vente du gaz naturel à un client est librement négocié lorsque les quantités annuelles consommées, sur le territoire national, par ce client, pour ses propres besoins sont supérieures ou égales au seuil ci-après : — deux cent millions de mètres cubes (200.000.000 m3) de gaz naturel par année, pour la période 2025-2026 ; cent millions de mètres cubes (100.000.000 m3) de gaz naturel par an-

née, pour la période 2027-2028 ; quarante millions de mètres cubes (40.000.000 m3) de gaz naturel par année, à partir de 2029 », précise la même source. Au-delà de ces seuils, les quantités de gaz consommées seront payées au tarif négocié et fixé par le fournisseur et l'entreprise consommatrice. Pour assurer une transition flexible, le texte prend en considération les quantités de gaz naturel consommées durant l'année pour les clients existants ainsi que les quantités prévisionnelles à consommer pour les nouveaux clients.

COP29

Le président azerbaïdjanais défend le rôle du pétrole et du gaz dans le développement

Le président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliev, a souligné, hier mardi, à Bakou qui abrite la COP de l'ONU sur le climat, le rôle vital les hydrocarbures dans le développement, les qualifiant de «cadeau de Dieu». «Citez-moi, quand je dis que c'est un cadeau de Dieu. Je veux le répéter ici aujourd'hui, devant cet auditoire», a déclaré Ilham Aliev à l'ouverture d'un sommet de dirigeants mondiaux à la COP29. «Toute ressource naturelle, pétrole, gaz, vent, solaire, or, argent, cuivre: ce sont des ressources naturelles et on ne doit pas reprocher aux pays d'en avoir et de les fournir aux marchés, car les marchés en ont besoin». En tant que pays hôte de la COP29, «nous serons également des farouches défenseurs d'une transition verte (...) Mais nous devons dans le même temps être réalistes», a souligné M. Aliev. Qualifier l'Azerbaïdjan d'«Etat pétrolier», «ce n'est pas juste et cela démontre un manque de culture et de connaissances politiques», a défendu le président, soulignant que le pays représente 0,7% de la production mondiale de pétrole et 0,9% de celle de gaz. Dès la nomination de notre pays comme hôte de la COP29, «nous sommes devenus la cible d'une campagne coordonnée et bien orchestrée de diffamation et de chantage de la part des médias occidentaux, des soi-disant ONG indépendantes et de certains politiciens», a-t-il encore tonné devant les chefs d'Etat réunis dans le stade olympique de Bakou. Le président de l'Azerbaïdjan avait pour la première fois qualifié les réserves de gaz de «cadeau de Dieu» en avril.

ALGÉRIE-CONGO

Les opportunités de coopération et d'investissement dans les mines examinées

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a passé en revue avec le ministre d'Etat, ministre des Industries minières et de la Géologie de la République du Congo, Pierre Oba qui a entamé lundi une visite de travail en Algérie, les opportunités de coopération, d'investissement et de partenariat dans le secteur minier entre les deux pays, indique un communiqué du ministère. Cette visite s'inscrit «dans le cadre des efforts conjoints visant à développer et renforcer les relations fraternelles historiques entre les deux pays», ajoute le communiqué du ministère. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée en présence de cadres du ministère, du PDG du groupe Sonarem, du président de l'Agence nationale des activités minières (ANAM), et de la présidente du Comité directeur de l'Agence du service géologique de l'Algérie (ASGA), les discussions entre les deux parties ont porté sur

«l'examen des opportunités de coopération, d'investissement et de partenariat dans le secteur minier, notamment en matière de recherche, de traitement, d'exploitation et de transformation des ressources minières», selon la même source. Il s'agit également de l'élaboration d'une feuille de route pour le développement de projets prometteurs favorisant l'échange d'expertises, le transfert de connaissances, la formation et le développement du capital humain dans ce domaine», précise la même source. La rencontre a également constitué l'occasion de discuter des moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine d'études géologiques, de cartographie, d'études et recherches dans les secteurs de géologie, des minéraux et autres ressources terrestres, ainsi que la préparation des cartes, bulletins et rapports géologiques et géophysiques, en collaboration avec l'ASGA. De plus, les deux parties ont

abordé les moyens de renforcer la coopération dans le domaine de la «surveillance technique et administrative, ainsi que de la gouvernance minière, notamment en ce qui concerne l'élaboration de législations et de réglementations relatives au secteur minier et à la préservation de l'environnement dans toutes les activités minières», en collaboration avec l'ANAM. A cette occasion, ajoute le communiqué, M. Oba a salué «l'excellence des relations historiques et étroites entre l'Algérie et la République du Congo ainsi que les deux peuples amis», mettant en avant que cette visite «permettra de les renforcer et de les développer, tout comme dans le secteur énergétique». Le ministre congolais a également exprimé «son intérêt pour l'exploitation de toutes les opportunités d'affaires et d'investissement avec les entreprises minières algériennes, ainsi que pour l'échange d'expertise, le transfert de connaissances et la formation».

SAIDAL

Un chiffre d'affaires de près de 23 milliards de DA prévu fin 2024

Le PDG du groupe Saidal, Wassim Koudri, a indiqué, lundi à Alger, que le chiffre d'affaires prévisionnel du groupe public pour l'année en cours devrait atteindre près de 23 milliards de dinars, avant de bondir à près de 35 milliards de dinars en 2025, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie visant à diversifier sa production de médicaments pour répondre aux besoins du marché. Invité du Forum de la Radio algérienne, M. Koudri a relevé la progression du chiffre d'affaires de

Saidal, qui devrait atteindre, a-t-il dit, 23 milliards de dinars en 2024 et se situer entre 32 et 35 milliards de dinars en 2025, contre 19,6 milliards de dinars en 2023. L'augmentation prévue pour 2024 sera portée principalement par les investissements injectés par le groupe et la hausse du volume de production de médicaments à 135 millions d'unités d'ici la fin de l'année, contre 130 millions d'unités l'année dernière, a indiqué le PDG. La stratégie de Saidal, a poursuivi le responsable, tend à contribuer à "augmenter la part de médicaments produits et consommés locale-

ment, qui avoisine actuellement 70%", avec pour objectif d'atteindre "près de 100% dans les cinq prochaines années". Les différentes unités de production du groupe "ont récemment produit 100 nouveaux produits, dont certains sont déjà commercialisés et d'autres le seront prochainement", a-t-il fait savoir, mettant en avant l'importance que le groupe accorde à la recherche et au développement, ainsi qu'au renforcement des ressources humaines, qui jouent un rôle central dans l'industrie pharmaceutique, a-t-il dit.

SEMAINE AFRICAINE DE L'ÉNERGIE  
Un vif intérêt pour le secteur énergétique algérien

Un vif intérêt pour le secteur énergétique algérien a été enregistré lors de la semaine africaine de l'énergie (AEW), organisée à Cape Town en Afrique du Sud, a indiqué lundi dans un communiqué l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), soulignant l'attractivité croissante de ce secteur. Lors de sa participation aux travaux de cette conférence, qui s'est déroulée du 4 au 8 novembre courant, la délégation d'Alnaft, conduite par le président du comité de direction de l'Agence, Mourad Beldjehem, a présenté la procédure d'accès à l'appel à concurrence "Algeria Bid Round 2024", permettant aux entreprises internationales d'investir dans le secteur pétrolier et gazier algérien. Cette intervention, à l'occasion de cet événement international, qui a rassemblé des leaders de compagnies et des experts du secteur, pour discuter des défis et des opportunités liés à l'énergie sur le continent africain, a suscité "un vif intérêt", soulignant ainsi, "l'attractivité croissante pour l'investissement dans le secteur énergétique de notre pays", a fait savoir l'Agence. Rappelant qu'elle a déjà entamé la première étape du planning du processus d'appel à concurrence établi par l'Agence, à travers le lancement, le 14 octobre dernier, d'un appel à concurrence pour 6 périmètres, Alnaft a annoncé l'ouverture des Data Rooms le 26 novembre prochain.

Dernière composition de DZAIRINDEX

| Libellé de la valeur       | Code | Ouverture | Clôture | Var % | Ecart Mensuel % | Ecart Annuel % | per   | Rend Net % | Volume transigé | Valeur transigée DA |
|----------------------------|------|-----------|---------|-------|-----------------|----------------|-------|------------|-----------------|---------------------|
| ALLIANCE ASSURANCES        | ALL  | 425,00    | NC      | 0,00  | 0,00            | -0,83          | 8,20  | 7,06       | 0               | 0,00                |
| BIOPHARM                   | BIO  | 2 291,00  | NC      | 0,00  | 0,02            | -0,53          | 6,87  | 7,86       | 0               | 0,00                |
| CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE | CPA  | 2 279,00  | 2240,00 | -1,71 | -1,45           | -2,04          | 11,78 | 5,58       | 4350            | 9 744 000,00        |
| EGH EL AURASSI             | AUR  | 400,00    | NC      | 0,00  | -0,80           | -5,38          | 5,06  | -          | 0               | 0,00                |
| SAIDAL                     | SAI  | 405,00    | NC      | 0,00  | 0,00            | -14,75         | 2,03  | -          | 0               | 0,00                |

Mercuriale

وزارة التجارة وتربية الصادات  
MINISTERE DU COMMERCE  
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية  
MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 12 نوفمبر 2024  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 12 Novembre 2024

| Prix du détail <sup>1</sup> |                       | أسعار التجزئة |         |         | المنتجات                    |
|-----------------------------|-----------------------|---------------|---------|---------|-----------------------------|
| DA / Kg                     |                       | معدل          | أعلى    | أدنى    |                             |
| Produits                    |                       | Moyenne       | Maximum | Minimum |                             |
| Légumes frais               | Pomme de terre        | 92            | 113     | 70      | البطاطا                     |
|                             | Tomate                | 175           | 196     | 154     | الطماطم                     |
|                             | Oignon sec            | 51            | 59      | 44      | البصل الجاف                 |
|                             | Ail sec               | 441           | 507     | 376     | الثوم الجاف                 |
|                             | Carotte               | 79            | 88      | 70      | الجزر                       |
|                             | Navet                 | 93            | 105     | 81      | لفت                         |
|                             | Poivron               | 130           | 146     | 114     | الفلفل الأخضر               |
|                             | Piment                | 144           | 162     | 125     | الفلفل الحار                |
|                             | Courgette             | 127           | 142     | 112     | الكوسة                      |
|                             | Haricot vert          | 169           | 189     | 150     | الفاصولياء الخضراء          |
| Fruits frais                | Laitue                | 110           | 124     | 96      | الخس                        |
|                             | Pomme locale          | 356           | 459     | 252     | التفاح المحلي               |
|                             | Datte                 | 493           | 618     | 368     | التمر                       |
|                             | Raisin                | 229           | 270     | 187     | العنب                       |
|                             | Grenade               | 140           | 170     | 110     | الرمان                      |
| Produits d'origine animale  | Banane                | 414           | 431     | 398     | الموز                       |
|                             | Viande bovine locale  | 1755          | 1872    | 1637    | لحم البقر المحلي            |
|                             | Poulet de chair       | 432           | 445     | 420     | الدجاج                      |
|                             | Œufs (Unité)          | 18            | 19      | 17      | البيض (وحدة)                |
|                             | Lait de vache (Litre) | 95            | 100     | 89      | حليب البقر (لتر)            |
|                             |                       |               |         |         | المنتجات ذات الأصل الحيواني |

LES TAUX D'INTÉRÊT APPLIQUÉS PAR LES COMMERÇANTS SONT JUGÉS USURIERS

# Nécessité de réguler les ventes à tempérament

*Les achats à crédit ne sont soumis à aucune règle économique et ne semblent pas être régis par la loi. En effet, dans notre pays, ces officines qui proposent des produits à crédit se multiplient. Si la méthode présente certains avantages, le résultat n'est cependant pas garanti, car, au final, l'acheteur acquiert le produit à un prix bien au-delà des règles commerciales, avec des marges bénéficiaires qui peuvent atteindre le double du prix initial. Une situation que dénonce Finabi Conseil, cabinet de conseil spécialisé dans le diagnostic financier et l'évaluation des entreprises.*

Par Réda Hadi

Pour ce cabinet conseil, dans le cadre de la réforme bancaire et financière, il faut réguler et encadrer les ventes à tempérament en Algérie car les taux de rendement financiers appliqués par les commerçants sont usuriers. Effectivement ne serait-ce qu'au niveau d'Alger, ces officines opèrent au vu et au su de tout le monde, et certaines ont même pignon sur rue. Pour s'en assurer, Finabi Conseil a réalisé une enquête sur les taux de rendement financiers appliqués par les commerçants qui effectuent des ventes à tempérament en Algérie (vente par facilité). Les conclusions de cette enquête sont édifiantes et mettent en exergue les impacts négatifs de l'absence d'encadrement de ce type de crédit à la consommation sur le pouvoir d'achat des citoyens surtout des plus vulnérables. A titre d'exemple, dans un magasin de vente de matériel électroménager, les conditions de vente proposées sont les suivantes : « Si vous achetez le téléviseur cash, le montant à payer est de 66.800 dinars. Par contre, si vous achetez le téléviseur à tempérament, le

montant à payer est de 5.300 dinars par mois pendant 18 mois. Un montant global de 95.400 dinars », lit-on dans un document publié par Finabi Conseil sur son compte linkedin. Un simple calcul sur Excel en utilisant la fonction TRI (taux de rendement interne) vous permet de mesurer le taux d'intérêt "caché" dans cette transaction si le client achète à "crédit" ce téléviseur. Le résultat du calcul est que ce vendeur (établissement financier spécialisé dans le crédit à la consommation non agréé) applique un taux d'intérêt mensuel de 4,05%. Ce qui représente un taux d'intérêt annuel de 48,65%! Ce rendement financier est jugé usurier pour deux raisons principales : Ce taux dépasse significativement le seuil du taux d'intérêt excessif applicable au titre du deuxième semestre 2024 sur le crédit à la consommation (voir note 01/2024 de la banque d'Algérie aux banques) précise le cabinet. Les particuliers qui achètent selon ce mécanisme ont généralement des revenus faibles. Conséquence, les fins de mois sont difficiles. En outre, les vendeurs utilisent des moyens de garanties interdits par la réglementation bancaire (chèques de garantie). Les banques et les établissements finan-

ciers doivent capter ce marché et le régulateur doit encadrer strictement les ventes à tempérament. Finabi Conseil a effectué une simulation financière qui est la suivante : Si le même téléviseur est acquis via un crédit à la consommation accordé par une banque au taux moyen annuel de la place bancaire au premier semestre 2024 (9,58%), le montant de l'échéance sera de 3.999 dinars, une économie de 1.300 dinars par mois pour nos concitoyens à faible revenus qui veulent offrir à leurs enfants la même technologie que leurs amis mieux lotis. Ces marchands de rêves opèrent en toute impunité et évoluent dans un secteur livré à lui-même et régis par ses propres lois. Sur le terrain, nous avons constaté que ces marchands agissent de manière spéculative et sas vergogne, ne se souciant que des profits engrangés, en l'absence de règle de conduite et de gestion. Devant l'ampleur de ce fléau, pour ce cabinet, il est grand temps que le législateur se saisisse de ce dossier et y remédie.

EN DÉPIT DE LA BAISSSE DE 12 % DES EXPORTATIONS DE GAZ

## L'Algérie reste le principal fournisseur de l'Espagne

Par M. A.

L'Algérie se positionne comme le principal fournisseur de gaz de l'Espagne, capturant une part significative de 38 %, soit 107,72 térawattheures, sur la période concernée. Comme l'a souligné la plateforme spécialisée « Attaqa.net », la situation s'est intensifiée en octobre, lorsque l'Algérie a encore renforcé sa domination en atteignant 53 % des importations espagnoles, soit 13,76 térawattheures. Cependant, malgré ce rôle de leader, les exportations algériennes vers l'Espagne en octobre affichent une baisse annuelle de 12 % par rapport aux volumes d'octobre 2023. Les importations espagnoles de gaz ont connu une baisse notable au cours des dix premiers mois de 2024, avec une diminution de près de 16 % par rapport à la même période en 2023, selon les données de la plateforme spécialisée basée à Washington, « Energy Platform ». Totalisant 283,24 térawattheures de janvier à octobre, ces importations marquent un recul face aux 336,2 térawattheures enregistrés l'année précédente. Le gaz naturel liquéfié (GNL) représente la majorité des importations, avec une part de 61 %, tandis

que le gaz naturel en constitue 39 %. Après l'Algérie, la Russie occupe la deuxième place parmi les exportateurs de gaz vers l'Espagne en octobre 2024, suivie des États-Unis et du Nigeria. Cette hiérarchie, incluant également des fournisseurs émergents comme l'Angola et le Qatar, illustre la diversification en cours des sources d'approvisionnement énergétique de l'Espagne. Le mois d'octobre a également vu des changements dans les volumes de gaz réexportés par les stations de regazéification espagnoles, avec une diminution de 84 % par rapport à l'année précédente. Parallèlement, le stockage de gaz en Espagne a atteint des niveaux de capacité remarquables avec des réservoirs remplis à 100 %, une hausse par rapport aux 97 % enregistrés en octobre 2023. Cependant, la demande interne de gaz a légèrement fléchi, enregistrant une baisse de 4,4 % en glissement annuel, principalement attribuable à une chute de près de 28 % de la demande pour la production d'électricité. La société « Enagás », qui gère un vaste réseau de gazoducs et plusieurs stations de regazéification en Espagne, continue de jouer un rôle central dans la gestion et le maintien de cet approvisionnement énergétique, face aux

fluctuations des besoins et des importations.

**OPEP+ :une production de 215 000 barils/j en octobre**

En octobre 2024, la production pétrolière de l'OPEP+ a augmenté de 215 000 barils par jour, marquant un léger rebond après deux mois de baisse. Cette hausse a été principalement soutenue par la Libye, qui a retrouvé des niveaux de production plus élevés suite à la levée de la "force majeure" sur ses champs et ports pétroliers, permettant une augmentation de 556 000 barils par jour. Malgré cette reprise, la production totale du groupe s'est élevée à 40,338 millions de barils par jour, une petite hausse par rapport à septembre. Toutefois, l'OPEP+ continue de faire face à des réductions volontaires de production imposées par des pays comme l'Arabie saoudite et la Russie, limitant ainsi la hausse globale. D'autres pays comme le Nigéria et la Malaisie ont également contribué à l'augmentation, tandis que des baisses ont été observées en Iran et au Kazakhstan. Cette dynamique complexe souligne l'impact des choix stratégiques de chaque membre sur l'équilibre du marché pétrolier mondial.

### NUMÉRISATION DES SERVICES FINANCIERS ET BANCAIRES De grands progrès réalisés

Les participants à un colloque scientifique international sur la "Transition numérique et les finances publiques en Algérie", organisé par l'Université Oran-2 Mohamed Benahmed et qui a débuté lundi, ont affirmé que l'Algérie a franchi des étapes significatives dans le domaine de la transition numérique des institutions financières, concrétisées par de nombreuses réalisations dans la numérisation des services financiers et bancaires. A cet égard, Othmane Aït Idir, directeur central au ministère des Finances et représentant du ministre, a expliqué que la transition numérique «s'inscrit dans le cadre du programme de modernisation globale du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et constitue une priorité dans le plan d'action du Gouvernement en tant que levier de développement durable et inclusif, répondant à la nécessité de moderniser notre administration pour mieux servir nos concitoyens». Le responsable a indiqué que le ministère des Finances participe activement à cette dynamique de transition numérique, au même titre que les autres départements ministériels, en numérisant et modernisant tous ses services, au niveau de toutes les structures et les branches du secteur financier, se félicitant du «progrès important réalisé dans la mise en œuvre de ce processus». Concernant les principales réalisations dans ce domaine, M. Aït Idir a évoqué la mise en place, au niveau du ministère des Finances, d'un Centre de données centralisé conforme aux normes techniques les plus récentes, destiné à héberger tous les systèmes d'information des différentes structures du ministère. Il a également mentionné la numérisation des activités de la Direction générale du Domaine national, avec le développement et la généralisation de solutions informatiques dans toutes les wilayas, y compris les services destinés aux citoyens et aux professionnels. Le responsable a souligné, en outre, la numérisation de l'administration fiscale, concrétisant, ainsi, le concept d'administration fiscale électronique avec la généralisation du système d'information «Jibayatic» et du portail électronique «Moussahamatic», ainsi que la numérisation de la Direction générale des Douanes, via la création d'un centre de données dédié à l'hébergement d'un système d'information moderne couvrant tout le territoire national, permettant la numérisation progressive des procédures douanières, en plus de la numérisation des services fonciers. Il a également rappelé la loi organique 18/15 relative aux lois de finances, entrée en vigueur en 2023, «qui joue un rôle important dans l'amélioration de la performance du secteur public en Algérie, en tant que mécanisme pour instaurer les principes de gouvernance dans la gestion des finances publiques, en respectant les règles de redevabilité, de transparence et de participation». De son côté, Souhila Souilamas, directrice de la modernisation de l'administration fiscale à la Direction générale des Impôts, a évoqué les principaux services numériques mis en place pour faciliter les procédures fiscales pour les citoyens et les entreprises. Par ailleurs, le recteur de l'Université Oran-2 Mohamed Benahmed, Ahmed Chaâla, a mis en exergue l'importance d'impliquer davantage l'université dans le processus actuel de numérisation, étant donné, a-t-il soutenu, que de nombreuses recherches et des mémoires de fin d'études abordent cet aspect et proposent des solutions constructives.

R. E.

GUELMA

La gestion de la gare routière confiée au Groupe de transport terrestre de voyageurs

La gestion de la gare routière de Guelma est désormais confiée au Groupe de transport terrestre de voyageurs (TRANSTEV), selon une convention signé lundi, ouvrant ainsi la voie à la mise en service, imminente, de cette structure. En vertu de cette convention, signée lors d'une séance de travail au siège de la wilaya entre le wali, Mme Houria Aggoun, et un représentant de TRANSTEV, la gestion de la gare routière de Guelma est désormais du ressort de la SOGRAL (Société de gestion des gares routières d'Algérie), filiale du groupe. Selon les informations fournies en marge de la séance de travail, la SOGRAL procédera, aussitôt après la signature, à l'installation des équipements, des guichets de paiement et des systèmes de sécurité en prévision de la mise en exploitation de la gare routière. Mme Aggoun a confirmé, lors de la séance de travail, que la gare routière de voyageurs de la commune de Guelma sera "bientôt" opérationnelle, soit après les dernières dispositions devant être prises en vue de son équipement. Elle a également souligné que les services de wilaya ont déployé de grands efforts pour finaliser la construction de cette structure qui permettra d'améliorer l'accueil des voyageurs et les services, tout en facilitant les déplacements des citoyens à destination et en provenance de la wilaya de Guelma.

HABITAT À SAÏDA

Lancement des travaux de réalisation de 300 LPA

Un projet de réalisation de 300 logements promotionnels aidés (LPA) a été lancé dans la wilaya de Saïda, a-t-on appris lundi auprès de l'Office de promotion et de gestion immobilière. Ce quota de logements, dont la concrétisation est supervisée par l'OPGI et le délai de livraison fixé à 18 mois, est en cours de construction sur deux sites localisés dans le quartier Dhar Cheikh de la ville de Saïda, a-t-on indiqué. Le Directeur général de l'OPGI de Saïda, Abderrahmane Djabri, a inspecté, dimanche, les chantiers de réalisation de ces logements où il a donné des instructions d'études pour accélérer le rythme des travaux, de renforcer les chantiers en mains-d'œuvre et de respecter les normes de qualité. Pour rappel, 478 LPA ont été attribués, durant l'année écoulée, aux souscripteurs éligibles à cette formule de logement dans la ville de Saïda. La direction du logement recense un programme total de logements de type promotionnel aidé et participatif social dans la wilaya de Saïda de 6 715 unités, dont 3.461 ont été réalisées, 1.062 sont en cours de réalisation et le restant est en phase de lancement, a-t-on rappelé de même source.

LIGNE FERROVIAIRE TOUGGOURT-HASSI MESSAOUD

Réalisation d'un tronçon de 22 km dans la wilaya d'Ouargla

Un tronçon de 22 kilomètres relevant du projet de la voie ferrée Touggourt/Hassi Messaoud a été réalisé à ce jour dans le territoire de la wilaya de Ouargla, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale des Travaux publics (DTP).

Le tronçon à double voie fait partie du projet ferroviaire retenu par les pouvoirs publics pour relier la ville de Touggourt à la nouvelle ville de Hassi Messaoud sur une distance globale de 154 km, dont 58 km relevant du territoire de la wilaya d'Ouargla, a-t-on expliqué. Un autre tronçon à voie unique sur une distance de 8 km a été également concrétisé, en attendant l'achèvement des travaux d'une double voie du même tronçon, a-t-on révélé, relevant que la plateforme du restant de cette ligne, à savoir 28 km, a été achevée. Il est à noter que cet important projet de dé-

veloppement, supervisé par l'Agence nationale d'études et du suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), dont les chantiers ont été lancés en 2013, a accusé des retards en raison de plusieurs obstacles naturels, notamment le sable accumulé, les lignes électriques à haute tension, ainsi que les travaux liés à l'évitement de certains oléoducs et gazoducs sur le tracé de la ligne ferroviaire, a-t-on rappelé. Ce projet comprend la réalisation de nombreuses installations techniques et ouvrages d'arts, des ponts, des couloirs et des gares, dont deux sont actuellement en cours de

réalisation, l'une au niveau de la ville nouvelle de Hassi Messaoud et l'autre adjacent la zone industrielle de Hassi Benabdallah (wilaya d'Ouargla). Cette opération revêt une grande importance pour le développement socio-économique de la région et l'économie nationale en général, car elle contribuera à accroître l'investissement, créer de nouveaux périmètres agricoles, créer de nouveaux emplois et réduire la pression sur le réseau routier. Ce projet stimulera également la circulation des personnes et des marchandises, notamment des industries pétrolières et chimiques, a-t-on signalé.

LAGHOUAT

Les bénéficiaires du dispositif ANGEM exposent leurs activités

Un salon de wilaya des activités des bénéficiaires du dispositif de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM) a été ouvert lundi à Laghouat, en présence de la directrice générale de l'Agence, Mme Souad Bendjemil et des autorités locales. Placée sous le signe "le microcrédit, mécanisme créateur d'activités économiques", cette manifestation, qu'abrite la maison de la culture Tekhi Abdallah Benkeriou, intervient en application du programme de l'ANGEM portant encouragement et accompagnement des microentreprises et de promotion

de leurs produits et services, a affirmé la directrice générale de ce dispositif. Selon sa nouvelle stratégie, l'ANGEM œuvre à mettre les porteurs de projets à la tête de ses priorités, a-t-elle indiqué en soulignant qu'ils représentent le fruit des efforts et des activités de l'agence au niveau des différentes wilayas du pays. Mme Bendjemil a relevé, en outre, que l'agence renouvelle ses engagements dans la mise en œuvre des directives du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, faisant de l'exercice 2024 une période économique par excellence,

avant d'appeler à agir ensemble pour édifier une économie productive et diversifiée axée sur l'exportation, avec l'implication des microentreprises. "L'Etat s'emploie à réunir les conditions nécessaires au montage de micro entreprises, à soutenir les entrepreneurs et à aplanir les contraintes entravant l'exécution de leurs projets", a souligné la même responsable. Une participante au Salon, Aicha Benbouzid, porteuse fabrication de savon parfumé a affirmé que l'ANGEM est "une opportunité pour les jeunes porteurs d'idées de s'insérer

dans le monde de la production et de la commercialisation", avant d'appeler les jeunes à s'impliquer dans le développement de l'économie nationale. Pour sa part, Riyad Sefsafa, bénéficiaire d'un microcrédit, a estimé que le dispositif de l'ANGEM lui a permis de concrétiser son rêve de montage d'une entreprise d'audio-visuel, un domaine nouveau dans la wilaya de Laghouat, avant de valoriser les avantages accordés par l'agence pour la concrétisation des projets.

MILA

Plus de 560 exploitations agricoles raccordées au réseau d'électricité depuis 2021

Un total de 564 exploitations agricoles a été raccordé au réseau d'électricité depuis 2021 à ce jour à travers l'ensemble des communes de la wilaya de Mila, apprend-on lundi des services de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz. Le raccordement de ces exploitations a requis la réalisation de 141,32 km de réseau électrique moyenne tension,

130,6 km de réseau basse tension et 207 postes de transformation électrique, a précisé Réda Fergati, responsable de la cellule de communication de cette direction. Ces opérations inscrites dans le cadre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune visant le raccordement des exploitations agricoles au réseau d'électricité ont mobilisé une enve-

loppe financière de 1,578 milliards DA, selon la même source. Destinées au soutien des agriculteurs pour le développement de ce secteur stratégique dans la wilaya, ces actions ciblent au total 728 exploitations agricoles, a indiqué la même source, ajoutant que le raccordement en électricité de 68 exploitations agricoles est en cours.

EL-MEGHAÏER

Mise en service de 35 transformateurs électriques à travers des zones reculées de la wilaya

Au total 35 nouveaux transformateurs électriques ont été mis en service au profit des populations de plusieurs zones reculées de la wilaya d'El-Meghaïer, ont rapporté mardi les services de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz-distribution). Cette opération qui s'inscrit dans le cadre de la concrétisation des projets de raccordement aux réseaux d'électricité pour l'année en cours, vi-

sant l'amélioration de la qualité de service, a ciblée 290 foyers à travers les zones éparses des communes d'El-Meghaïer, OumTior, Sidi Khelil et Morara, a-t-on précisé. Ce projet de raccordement à cette énergie vitale a nécessité la réalisation d'un réseau électrique de 13 kilomètres /Linières, a indiqué le directeur de distribution, Mohamed Rouaghia. Il s'inscrit au titre d'une série d'opérations réalisées par la direction de

distribution d'électricité et du gaz de la wilaya d'El-Meghaïer au cours de l'année 2024, visant l'amélioration de la qualité et la continuité du service fourni aux citoyens de la région, a-t-il ajouté. A cette occasion, des bénéficiaires de ce projet ont salué les efforts déployés par l'Etat pour accompagner et concrétiser des projets de développement pour améliorer les conditions de vie de la population de cette jeune wilaya.

# Que s’est-il passé à Kazan lors du 16<sup>e</sup> sommet des BRICS ?

Le 16<sup>ème</sup> sommet des BRICS qui s’est achevé le jeudi 24 octobre à Kazan a été l’occasion de prises de décisions tant économiques que politiques importantes. Ce 16<sup>ème</sup> sommet des BRICS a donc confirmé l’importance prise, et cela depuis plusieurs années, par cette organisation qui arrive désormais dans une phase de maturité. Sa capacité à fonder des institutions capables de concurrencer celles établies par les puissances occidentales et plus généralement les défis qu’elles lancent à la gouvernance économique (mais aussi politique) occidentale se doivent d’être remarqués[1].

2<sup>e</sup> partie

Par Jacques Sapir (\*)

On conçoit alors que cela donne à la Russie, au-delà des capacités de son économie, une place centrale dans le commerce international. Si l’on se concentre sur l’Europe, Russie est devenue aujourd’hui la première puissance économique de l’Europe, nettement au-dessus de la France ou de l’Italie et même de l’Allemagne depuis 2020. Si l’on prend 1992 comme indice 100, la croissance de la Russie depuis la crise financière de 1998 a été particulièrement spectaculaire, surtout si on la compare à ce que l’on peut qualifier de « croissance molle » pour la France et l’Allemagne. De 2003 à 2023, ces deux pays n’ont accru leur PIB (en Parité de Pouvoir d’Achat) que de 16,7%. La Russie, par contre, a doublé son PIB dans la même période. Si elle dépose moins de brevets que l’Allemagne, elle est par contre nettement au-dessus de la France et du Royaume-Unis dans ce secteur. Rapporté au PIB de l’Allemagne, un pays qui a longtemps été considéré comme l’étalon de base pour le développement économique, la Russie, qui était tombée à 56% du PIB de l’Allemagne (et à 51,5% du PIB de la France) en 1996 atteint désormais les 124% de ce PIB. Le changement du rapport de forces économique est désormais patent sur le continent européen. Le 16<sup>ème</sup> sommet des BRICS de Kazan devait donc permettre de revenir à la fois sur la dynamique de cette organisation, en la consolidant à la fois au travers d’un processus d’institutionnalisation et de consolidation interne, et sur celle de la Russie. La montée en puissance des BRICS signifie très probablement le basculement du monde dans une logique multipolaire non plus comme représentation mais comme réalité. La remontée de la Russie en Europe, une remontée qui a été trop longtemps masquée par des a priori tant idéologiques que politiques change la balance des



forces et impose de considérer la Russie comme un acteur majeur tant des relations sur le continent européen qu’à l’échelle mondiale où sa capacité d’influence est largement démultipliée par celle des BRICS. On comprend donc l’importance de ce 16<sup>ème</sup> sommet pour la Russie. Mais, du fait du conflit avec les États-Unis, il n’était pas moins important pour deux autres pays, la Chine et l’Inde. Si le conflit entre la Chine et les États-Unis est ancien, depuis environ un an les relations entre l’Inde et les États-Unis se dégradent régulièrement. Cela a donné une nouvelle importance, pour ces deux pays, à leur participation aux BRICS.

**B Les résultats du sommet de Kazan**  
Dans ce sommet, des décisions nombreuses ont été prises ; on en retiendra trois : celle d’institutionnaliser une catégorie des pays « partenaires » des BRICS, la création du système BRICS-Clear pour faciliter les échanges entre pays membres mais aussi partenaires sans passer par le Dollar et la création d’une compagnie qui prendra en charge l’assurance et la réassurance des transactions et du transport, la BRICS (Re)Insurance Company. Ces trois décisions,

qui étaient toutes poussées par la Russie, mais avec l’assentiment plus ou moins fort des autres membres, constituent le cœur des résultats de ce 16<sup>ème</sup> sommet des BRICS. Une autre décision importante, celle de constituer un marché des BRICS pour les produits agroalimentaires (sur le modèle et en concurrence avec le marché de Chicago) sera analysée quand plus d’informations seront disponibles sur ce sujet.

**Des BRICS à la constitution d’un « camp des BRICS »**

Une des décisions les plus emblématiques pris à l’occasion du sommet de Kazan a été l’institutionnalisation de la catégorie des « pays partenaires » des BRICS. Les décisions qui ont conduit à l’adhésion formelle de 4 nouveaux pays (Égypte, Éthiopie, Iran, Émirats Arabes Unis) devaient à l’évidence être « digérées » par les BRICS et le processus d’adhésion repensé pour éviter à la fois un risque de dissolution interne des BRICS et une perte de contrôle pour les cinq pays fondateurs. Par ailleurs, la nécessité pour les candidats à l’adhésion de faire preuve d’une certaine cohérence

dans les décisions du gouvernement, et donc de disposer d’une forme de prévisibilité dans la gouvernance, limite aussi les perspectives d’adhésion pour certains pays qui sont néanmoins désireux de se rapprocher des BRICS. Ces différentes raisons ont conduit à créer une catégorie institutionnalisée de « pays partenaires ».

Cette décision correspond naturellement au choix des pays membres, mais pour des raisons différentes. L’Inde et le Brésil ont toujours été réticents envers le processus d’adhésion des autres pays, un processus qu’ils percevaient comme déstabilisant du fait de la situation économique et de la gestion des pays désireux d’adhérer, mais aussi de leurs liens politiques avec la Russie et la Chine, craignant que cela dilue à terme leur poids au sein des BRICS. La Chine et la Russie, de leurs côtés, tout en étant très favorables au processus d’intégration ont conclu des intégrations réalisées en 2023/24 que le risque de dissolution interne (lié à l’hétérogénéité économique et politique des pays) et de perte de contrôle (un exemple est donné par le partage des parts au sein de la Nouvelle Banque de développement) pouvait l’emporter sur les gains politiques engendrés par le processus d’adhésion. Mais, cette décision correspond aussi à la volonté de certains pays inscrits auparavant sur la liste des pays désireux d’adhérer en raison soit de leur volonté de conserver une position de neutralité relative entre les BRICS et le monde occidental, soit en raison de leur situation économique interne, soit enfin parce qu’ils sont en attente de l’évolution des BRICS.

L’institutionnalisation de la catégorie de « pays partenaires », pays qui pourraient bénéficier des infrastructures des BRICS et développer leur commerce avec les BRICS mais sans participer directement au processus de décision ni devoir se conformer à certaines règles communes, apparaît comme une solution élégante aux problèmes soulevés par une poursuite rapide du processus d’adhésion entamé en 2023.

(A suivre)

## Notes

(\*) Directeur d’études à l’EHESS ; Enseignant à l’EGE-Paris et Directeur du CEMI-CR451 – Source : Les Crises

[1] Voir Sapir J., La Fin de l’Ordre Occidental ?, Paris, Ed. Perspectives Libres, Octobre 2024.  
[2] Vercueil J., Les pays émergents. Brésil-Russie- Inde-Chine : mutations économiques et nouveaux défis, éditions Bréal, Paris, 2010.  
[3] Cochran et Zaidan E, (2024), “Shifting global dynamics: an empirical analysis of BRICS+ expansion and its economic, trade, and military implications in the context of the G7” in Cogent Social Science, vol 10, n° 1, <https://www.tandfonline.com/doi/citedby/10.1080/23311886.2024.2333422?scroll=top&needAccess=true>  
[4] O’Neill, J. (2001), Building better global economic BRICs. Global Economics Paper Series (No. 66), <https://www.goldmansachs.com/insights/archive/building-better.html>  
[5] “BRICS expresses interests of global majority, says Russia presidential aide Ushakov” <https://brics-russia2024.ru/en/interview/yuriy-ushakov-briks-na-dele-vyrazhaet-interesy-mirovogo-bolshinstva/>  
[6] Hancock, T., & Cohen, M. (2023). How BRICS became a club that others want to join. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-11-03/how-brics-became-real-and-invited-saudis-iran-egypt-uae-ethiopia-argentina>

[7] Kuznets S., « Modern Economic Growth: Findings and Reflections” in The American Economic Review, Vol. 63, n°3 (juin 1973), pp. 247-258.  
Dornbush R. Purchasing Power Parity, Cambridge, (Mass.), NBER, Working Paper n°1591, 1985. Schreyer P. et Koehlin F., Parités de pouvoir d’achat : mesure et utilisations, Paris, OCDE, Cahiers Statistiques, mars 2002, n° 3.  
[8] “BRICS expresses interests of global majority, says Russia presidential aide Ushakov” <https://brics-russia2024.ru/en/interview/yuriy-ushakov-briks-na-dele-vyrazhaet-interesy-mirovogo-bolshinstva/>  
[9] <https://pubs.usgs.gov/periodicals/mcs2021/mcs2021-platinum.pdf>  
[10] Medetski A et Durisin M., « Russia’s dominance on the wheat world keep growing”, September 23rd, 2020, Bloomberg, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-09-22/russia-s-dominance-of-the-wheat-world-keeps-growing#xj4y7vzkg>  
[11] Ou Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunications  
[12] <https://www.bvnk.com/blog/swift-alternatives>  
[13] Faudot, A., “The European Payments Union (1950–58): the Post-War Episode of Keynes’ Clearing Union” in Review of Political Economy, Vol.32, 2020, (3), 371–389.

<https://doi.org/10.1080/09538259.2020.1776959>  
[14] Garcia, A., & Bond, P. (2019). Amplifying the contradictions: The centrifugal BRICS. Social Register, 55, 223–246.  
[15] Chakraborty, S. (2018), “Significance of BRICS: Regions powers, global governance, and the roadmap for multipolar world” in Emerging Economy Studies, 4(2), pp. 182–191.  
[16] Fairfield T., (2015), “Structural Power in Comparative Political Economy: Perspectives from Policy Formulation in Latin America” in Business and Politics, Vol17, n°3, pp. 411-419. Culppeper, P. D., (2015), “Structural power and political science in the post-crisis era” in Business and politics, Vol. 17, No. 3, pp. 391-409. Hayward C., (2018), “On Structural Power”, in Journal of Political Power 11(1):1-12. Godefroid, M. E., Borghoff, V., Plattfaut, R., & Niehaves, B. (2024), “Structural power imbalances in global organisations: analysing IT governance from a postcolonial perspective” In European Journal of Information Systems, 1–22, <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/0960085X.2024.2325358>  
[17] Stuenkel O. (2016), Post Western World: How Emerging Powers are Remaking Global Order, Cambridge, Polity Press.  
[18] Voir Sapir J., La Fin de l’Ordre Occidental ?, op.cit..

ARABIE SAOUDITE

Un nouveau défi technologique pour stimuler l'innovation logistique

Le Centre de l'entrepreneuriat numérique du ministère des communications et des technologies de l'information a lancé le défi LogisTech afin d'encourager l'innovation dans le domaine de la logistique.

L'objectif de ce défi est de soutenir les nouvelles solutions technologiques favorisant l'efficacité et la productivité, et par conséquent la croissance de l'économie numérique.

En partenariat avec le ministère des transports et des services logistiques, l'autorité générale des transports et Infinite PL, le défi est ouvert aux passionnés de logistique et de technologie, aux experts et aux leaders de l'industrie. Les inscriptions seront closes le 5 décembre.

Les participants passeront par les étapes de l'acceptation, du développement du modèle d'entreprise, de la sélection finale et d'un camp d'entraînement, a rapporté lundi l'agence de presse saoudienne.

Le 21 janvier, les participants présenteront leurs idées aux juges. Les projets gagnants, qui proposent des solutions sectorielles pratiques, seront célébrés lors d'une cérémonie finale.

Le concours couvre trois domaines : l'amélioration et la durabilité de la flotte, les solutions alternatives de livraison et de commerce, et l'intelligence logistique basée sur les données.

Les participants peuvent accéder à plus de 20 programmes de formation et séances de mentorat, qui permettront à plus de 250 personnes d'acquérir les compétences nécessaires pour affiner leurs idées et développer des prototypes.

EGYPTE

# CI Capital boucle une titrisation de 18 millions \$ pour Reefy Microfinance

Détenue à 80% par CI Capital depuis 2017, Reefy est une société de microfinance axée sur l'octroi de crédits aux petites entreprises qui n'ont pas accès aux financements bancaires traditionnels. L'opération a pour objectif d'améliorer sa liquidité et sa solidité financière, afin de soutenir son expansion.

Le groupe de services financiers égyptien, CI Capital, a annoncé, le mercredi 6 novembre, avoir finalisé avec succès une opération de titrisation de 884 millions EGP (17,96 millions USD) pour sa filiale Reefy Microfinance Enterprise Services, spécialisée dans la microfinance et qui compte 156 000 clients répartis dans 21 gouvernorats en Egypte.

Concrètement, l'opération consiste à transformer des créances (comme les prêts accordés par Reefy à ses clients) en titres négociables, qui sont ensuite émis sous forme de titres adossés à des actifs.

Il s'agit d'une opération en trois tranches dont une première de 378 millions EGP, une deuxième de 355 millions EGP et la dernière

d'une valeur de 151 millions EGP. Une telle opération permet à une institution de microfinance comme Reefy de libérer des fonds immobilisés (encours de crédits), de les transformer en liquidité immédiatement accessible et aussi de diversifier ses sources de financement.

Selon CI Capital, ces fonds devraient permettre à l'établissement de microfinance d'étendre ses opérations de microcrédit, en fournissant des financements aux petites entreprises égyptiennes, notamment celles exclues du financement bancaire traditionnel.

« La réalisation de cette émission avec une excellente notation de crédit marque une étape importante pour Reefy, car elle fournit des financements supplémentaires et réduit

nos coûts de financement », a déclaré Ahmed Labib, directeur général et PDG de Reefy. Et d'ajouter : « cela nous permet de proposer des produits à des prix compétitifs, favorisant une croissance durable pour l'entreprise et nos clients, en accord avec les principes de finance responsable établis par l'Autorité de régulation financière ».

Cette émission est la deuxième opération du programme triennal de 3 milliards EGP de CI Capital, destiné à élargir l'accès à des options de financement compétitives sur le marché des capitaux d'emprunt en Egypte. En août 2023, la société a conclu avec succès la première émission d'obligations titrisées pour Reefy, d'une valeur de 700 millions EGP.

PROJET « TUNISIE DIGITALE 2020 »

## Le Ministère des Technologies de la Communication reporte son appel d'offres

Le Ministère des Technologies de la Communication annonce un report de l'appel d'offres international ouvert pour la conception, le développement et la mise en place d'un Système d'Information National Intégré des Ressources Humaines de la Fonction Publique. Financé par la Banque Africaine de Développement (BAD) dans le cadre du projet « Tunisie Digitale 2020 », ce système vise à moderniser la gestion des ressources humaines publiques et à renforcer l'ef-

ficacité administrative. Dans un communiqué rendu public sur son site web, la BAD indique que l'appel d'offres, initialement publié le 12 septembre 2024, est toujours ouvert à tous les soumissionnaires éligibles, capables de répondre aux exigences techniques et aux conditions fixées.

Les dossiers de soumission devront être envoyés au Ministère au plus tard le 29 novembre 2024 à 11h00 (heure locale). L'ouverture des offres se tiendra le même jour à

11h15, en présence des représentants des soumissionnaires. Les entreprises intéressées peuvent télécharger gratuitement le dossier d'appel d'offres sur les sites web du Ministère des Technologies de la Communication et de la Banque Africaine de Développement.

Pour être valide, chaque offre devra être accompagnée d'une garantie de 495.000 TND. Il est à rappeler que l'Etat tunisien a reçu un financement de la Banque

Africaine de Développement (BAD) pour appuyer la mise en œuvre du plan national stratégique « Tunisie Digitale 2020 – PNS TD2020 ». Une partie de ce prêt sera destinée au paiement des services nécessaires pour la conception, le développement et la mise en place d'un Système d'Information National Intégré des Ressources Humaines de la Fonction Publique, visant à moderniser la gestion des ressources humaines publiques.

SELON LE PDG DE SAXO BANK DANS LA RÉGION MENA

## La croissance économique des EAU devrait dépasser 5,5 % en 2024

Le PDG de Saxo Bank dans la région MENA, Damian Hitchen, a estimé que l'économie des Émirats arabes unis (EAU) continuera de croître en 2024. Cette croissance devrait être supérieure à 5,5 %, principalement grâce aux investissements en technologie et en énergies renouvelables.

Dans ses déclarations à l'Agence de presse des Émirats (WAM), Hitchen a mentionné que l'emplacement stratégique des Émirats arabes unis, leur environnement favorable aux affaires et leurs politiques tournées vers l'avenir attirent les investisseurs et les entreprises du monde entier. Il est optimiste quant aux opportunités de projets et d'investissements aux Émirats arabes unis et au Moyen-Orient dans les années à venir. En outre, Hitchen a souligné le rôle important des Émirats arabes unis sur les marchés financiers mondiaux, avec leurs plans économiques étroitement liés aux tendances mondiales. Il a, également, noté que le pays bénéficie de son emplacement stratégique et de ses infrastructures de premier ordre, offrant di-

verses opportunités pour les activités commerciales.

Damian a expliqué que l'engagement des Émirats arabes unis en faveur de l'innovation et des partenariats mondiaux améliore sa position économique mondiale, soutenant son économie. Il a mentionné que le pays a fait des progrès dans la diversification de son économie hors du pétrole en investissant dans des secteurs tels que le tourisme, la technologie, les énergies renouvelables et les services financiers. Ces efforts ont réduit la dépendance à l'égard des revenus pétroliers.

Il a souligné que les Émirats arabes unis ont réussi à diversifier leur économie en soutenant l'innovation et l'entrepreneuriat, attirant ainsi les investissements étrangers. Des programmes tels que le Golden Visa et les zones franches contribuent à attirer des talents et des entreprises, contribuant ainsi à la diversification économique. La stratégie flexible de diversification économique des Émirats arabes unis les a positionnés comme un acteur clé de l'économie

mondiale.

Il a évoqué les investissements des Émirats arabes unis dans les innovations technologiques telles que l'intelligence artificielle et la blockchain, créant des opportunités pour les startups et les institutions technologiques. Il a, également, mentionné le rôle des Émirats arabes unis en tant que centre financier majeur, avec la propagation des services de technologie financière. Une croissance rapide dans ce secteur a eu lieu à Dubaï et Abou Dhabi.

Damian a souligné que les Émirats arabes unis, une destination touristique mondiale clé, continuent d'attirer un nombre record de touristes. Il a mentionné que les projets d'infrastructures et immobiliers attirent également de nombreux investisseurs, tous les secteurs bénéficiant des efforts de diversification économique du pays, de son emplacement stratégique et de son environnement favorable aux entreprises, contribuant ainsi à la croissance économique des Émirats arabes unis.

Damian Hitchen s'attend à ce que les

économies des États arabes du Golfe continuent de se redresser, l'économie de la région du Golfe Arabe devant croître de 2,5 % en 2023 et de 3,2 % en 2024. Cette croissance est attribuée aux efforts de diversification, à l'augmentation des dépenses publiques et aux projets d'infrastructure qui stimulent la croissance économique dans ces pays.

En ce qui concerne les perspectives économiques mondiales, il a évoqué les différents facteurs qui influencent l'économie mondiale, notamment les problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement et les pressions inflationnistes. Les gouvernements, les banques centrales et les organisations internationales relèvent ces défis pour soutenir la croissance économique.

Il a noté les différences de taux de croissance entre les pays, les régions et les secteurs, certains connaissant un déclin tandis que d'autres sont en croissance. Il est essentiel de saisir les opportunités de croissance et de s'adapter aux différentes conditions mondiales.

EXPORTATIONS AFRICAINES DE CAFÉ

En hausse de 17 %

En Afrique, le café fait partie des principales cultures d’exportation aux côtés du cacao, du coton, de l’anacarde ou des produits horticoles. En 2023/2024, la progression de la production locale a permis de soutenir les performances du continent à l’export.

Les pays africains ont placé au total 16,02 millions de sacs, soit 961 200 tonnes de café (1 sac=60 kg) sur le marché international au cours de l’année caféière 2023/2024 qui s’est achevée en octobre dernier. C’est ce que révèlent les données compilées par l’Organisation internationale du café (ICO) dans son dernier rapport publié sur le marché mondial de la fève. Le stock annoncé affiche une hausse de 17,3 % par rapport aux 13,66 millions de sacs (819 600 tonnes) expédiés depuis le continent au cours de l’année précédente. Cette embellie peut être attribuée à une amélioration du volume exportable soutenue par un rebond de la production locale. D’après les estimations préliminaires de l’ICO, la récolte de café en Afrique a progressé de 12,1 % en glissement annuel à 20,1 millions de sacs (1,2 million de tonnes), atteignant par la même occasion son plus haut niveau en 5 ans. L’organisation internationale indique par ailleurs que l’Ethiopie a été le prin-

cipal moteur de la croissance des exportations de café sur le continent en 2023/2024. En effet, le pays des négus a enregistré un rebond de 63,5 % de ses exportations de la fève qui ont atteint 5,59 millions de sacs (335 400 tonnes) au cours de la période considérée, ce qui représente en outre 35 % des expéditions africaines. « Il s’agit du volume d’exportations le plus élevé jamais enregistré pour ce pays, et c’est également la première fois que le seuil des 5 millions de sacs y est dépassé. La raison sous-jacente à cette croissance en Éthiopie réside dans la résolution des litiges contractuels internes qui avaient retardé les expéditions au cours de l’année caféière 2022/2023 », explique l’ICO.

L’Afrique est devenue la troisième région exportatrice de café

Globalement, l’Afrique n’a représenté que 11,66 % des expéditions mondiales de café qui se sont chiffrées à près de

137,3 millions de sacs, soit 8,23 millions de tonnes au cours de l’année caféière 2023/2024. D’après l’ICO, l’Amérique du Sud et la région Asie & Océanie demeurent les principales sources d’approvisionnement mondial de café avec des contributions respectives de 66,13 millions de sacs (3,96 millions de tonnes) et 40,62 millions de sacs (2,43 millions de tonnes). Néanmoins, la percée en Afrique a permis au continent de devenir en 2023/2024, la 3ème région exportatrice de la fève au monde, surpassant la région Amérique centrale & Mexique où les expéditions ont chuté de 4,1 % pour s’établir à 14,51 millions de sacs (870 600 tonnes). Rappelons qu’en Afrique, la culture du café couvrait plus de 4,3 millions d’hectares en 2022, dont plus de 46 % dans la sous-région d’Afrique de l’Est, selon les données de la FAO.

CONGO

Des mesures en préparation pour stimuler l’investissement dans le gaz

Depuis 2019, le Congo actuellement 6ème producteur mondial de pétrole brut, multiplie les initiatives pour encourager les investissements dans le gaz, censé jouer un rôle dans la transition vers des énergies moins polluantes pour l’environnement. Lors de l’AfricanEnergy-Week, tenue à Cape Town (Afrique du Sud) du lundi 4 au vendredi 8 novembre au Cap, Maixent Raoul Ominga (photo), le directeur général de la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC), s’est exprimé sur les perspectives liées à l’augmentation des investissements dans le gaz au Congo. L’État devrait officialiser

dans les prochaines semaines son plan directeur pour le gaz (GMP), une feuille de route conçue pour stimuler les investissements dans l’ensemble de la chaîne de valeur du gaz naturel. Selon les explications du patron de la SNPC, le Congo espère, avec ces nouvelles mesures, créer « un cadre pour tous ceux qui sont intéressés par l’investissement dans le gaz du Congo », en garantissant d’autre part l’attractivité du secteur. Pour la Chambre africaine de l’Énergie (AEC), qui s’est également exprimée sur ce sujet, « ces politiques marquent une étape cruciale dans le déploiement de l’infrastructure nécessaire pour

stimuler l’industrialisation et la croissance économique » du Congo.

L’investissement dans le gaz congolais, insuffisant ?

Le Congo a progressé dans ses efforts visant à améliorer l’environnement des affaires pour faire de son industrie des hydrocarbures un secteur attractif pour les investissements gaziers, comme en témoigne l’entrée de Trident Energy dans le pays fin avril ou encore l’investissement de 600 millions de dollars que TotalEnergies prévoit dans l’exploration et la production. Bien que ces efforts aient favorisé des projets ciblant

l’augmentation de la production d’hydrocarbures à travers des initiatives d’amélioration de la productivité de champs pétroliers et gaziers, l’investissement dans le secteur des hydrocarbures reste globalement insuffisant. En juin 2023, la Banque mondiale a d’ailleurs estimé que les « investissements des compagnies pétrolières internationales », qui représentent 95 % du financement dans le pétrole et le gaz du Congo, seraient les principaux moteurs de la croissance économique du pays. Cette dernière est prévue pour évoluer à un rythme moyen de 3,6 % en moyenne en 2024 et 2025.

SÉNÉGAL

Le canadien Thor se prépare à développer une nouvelle mine d’or

Exploitées respectivement par Endeavour Mining et Resolute Mining, Sabodala-Massawa et Mako sont les deux mines industrielles d’or en activité au Sénégal. D’autres compagnies s’efforcent de lancer la troisième mine industrielle du pays, dans un contexte de hausse des cours mondiaux du métal jaune. Thor Explorations prévoit d’achever d’ici fin 2024 les travaux relatifs à l’étude de pré faisabilité et à la mise à jour de l’estimation des ressources minérales du projet aurifère Douta. L’annonce faite le lundi 11 novembre s’inscrit dans le cadre des efforts déployés par la compagnie canadienne pour développer sa première mine d’or au Sénégal. Thor a achevé au cours du troisième trimestre 2024 différents travaux de forage visant à augmenter les ressources minérales du projet. Ce dernier héberge 1,78 million d’onces d’or, d’après la dernière estimation publiée par la compagnie. L’étude de pré faisabilité devrait aider Thor à évaluer la viabilité économique d’une mine d’or, en lui fournissant notamment des données sur la capacité de production et l’investissement nécessaire pour concrétiser ce potentiel. Notons que le Sénégal compte actuellement deux mines industrielles d’or qui ont produit 15 tonnes en 2022, selon les données de l’Initiative pour la transparence dans les industries extractives. Le développement d’une mine par Thor devrait augmenter significativement ce chiffre dans les années à venir. Douta n’est pas le seul projet en développement puisque Fortuna Mining, une autre compagnie canadienne, se prépare à exploiter l’or de Diamba Sud. Une évaluation économique préliminaire de ce projet devrait être achevée d’ici la fin de 2024. Rappelons que Fortuna Mining et Thor Explorations exploitent déjà des mines d’or en Afrique de l’Ouest, notamment au Burkina Faso, en Côte d’Ivoire et au Nigeria. Alors que le prix de l’or a augmenté de plus de 30 % depuis le début de l’année avec des perspectives de hausse en 2025 et 2026, ces compagnies ont des raisons de construire de nouvelles mines, afin de maximiser leurs revenus.

PONT BIMODAL KINSHASA-BRAZZAVILLE

Le démarrage du chantier annoncé pour 2025

Initié dans les années 90 par l’ancien président Mobutu, le projet de pont route-rail entre Kinshasa et Brazzaville n’a jamais pris corps. Les gouvernements congolais l’ont récemment dépoussiéré, et annoncent le début de travaux pour 2025. Les travaux physiques du projet de pont route-rail de 1 575 km pour relier les villes de Kinshasa et de Brazzaville devraient démarrer en 2025, a annoncé le ministre des Infrastructures et Travaux publics de la République démocratique du Congo, Alexis Gisaro,

après avoir été récemment reçu par le président Denis Sassou N’Guesso de la République du Congo. « Nous avons donné des instructions pour qu’à partir de janvier, un chronogramme très clair soit déployé, et nous allons assurer véritablement le suivi. Les études avaient été déjà faites et toutes les négociations qui vont avec, de manière à ce que dans une perspective d’un an, que l’on procède à la pose de la première pierre » a-t-il déclaré, ajoutant que les obstacles au projet ont été levés.

Ce pont bimodal entre les 2 capitales les plus proches au monde fait partie des projets d’infrastructures majeurs pour stimuler l’intégration régionale dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l’Afrique (NEPAD). Sa coordination et son exécution ont été confiées au Secrétaire général de la CEEAC, alors que les études de faisabilité déjà réalisées ont été financées par la Banque africaine de Développement (BAD) et les 2 Congo. Selon les détails techniques initiale-

ment dévoilés, l’infrastructure consiste en un pont à péage traversant le fleuve Congo, scindé par une voie ferrée et intégrant des passages piétons, ainsi qu’un poste de contrôle frontalier de chaque côté. A terme, elle devrait faciliter la mobilité et les échanges entre les 2 villes qui se font actuellement par voie fluviale. L’ouvrage fait également partie des maillons stratégiques du système de transport le long du corridor Tripoli-Windhoek, qui traverse le Tchad, le Cameroun, les deux Congo et l’Angola.

MARCHÉS

Pourquoi une telle différence entre les actions européennes et américaines ?

Les actions américaines ont historiquement surperformé les actions européennes pour plusieurs raisons structurelles et conjoncturelles. Cette tendance s'est accentuée ces dernières années, et il est crucial de comprendre les facteurs sous-jacents qui expliquent cette divergence.

Pourquoi une telle différence entre les actions européennes et américaines ?

L'une des raisons principales de la surperformance des actions américaines réside dans la composition sectorielle des indices boursiers. Les marchés américains, notamment le S&P 500, sont fortement pondérés en entreprises technologiques, un secteur qui a connu une croissance explosive au cours de la dernière décennie. Des géants comme Apple, Microsoft, Amazon, et Alphabet ont contribué de manière significative à la hausse des indices américains. En revanche, les indices européens, tels que l'Euro Stoxx 50, sont plus exposés aux secteurs traditionnels comme la finance, l'énergie et les matériaux, qui ont eu des performances plus modestes.

Innovation et technologie

Les États-Unis sont à la pointe de l'innovation technologique, ce qui leur confère un avantage compétitif. La SiliconValley est un épiceutre mondial pour les startups et les entreprises technologiques, attirant des talents et des capitaux du monde entier. Cette concentration d'innovation stimule la croissance des entreprises américaines et, par conséquent, leurs

valorisations boursières. À titre d'exemple, il nous est facile de citer des acteurs américains bénéficiant du développement de l'intelligence artificielle (Nvidia, AMD, Broadcom, Microsoft, Meta Platforms, Alphabet, Amazon, etc) alors qu'ils sont bien moins nombreux en Europe (ASML, SAP, etc).

Grands champions de la tech

Lorsque l'on regarde les plus grandes entreprises cotées américaines, on remarque qu'ils possèdent de grands champions technologiques (Nvidia, Apple, Microsoft, Alphabet, Amazon, Meta Platforms, Broadcom) alors que l'Europe n'en compte que deux dans son top 10 (ASML et SAP).

Politique monétaire et fiscale

La politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) a été plus proactive et flexible que celle de la Banque centrale européenne (BCE). La Fed a rapidement ajusté ses taux d'intérêt et mis en place des programmes de soutien pour stimuler l'économie, notamment pendant la crise financière de 2008 et la pandémie de COVID-19. De plus, les États-Unis ont adopté des politiques fiscales expansionnistes, telles

que des réductions d'impôts, qui ont soutenu la consommation et l'investissement. En revanche, la zone euro a souvent été contrainte par des politiques budgétaires plus strictes, limitant sa capacité à stimuler l'économie. L'élection de Donald Trump à la présidentielle américaine pourrait accentuer ce fossé puisqu'il évoque dans son programme une imposition réduite pour les sociétés de 21% à 15%.

L'économie américaine a montré une résilience et une capacité de rebond plus fortes que l'économie européenne. Les États-Unis ont enregistré une croissance du PIB plus robuste, soutenue par une consommation intérieure dynamique et un marché du travail flexible. En comparaison, la zone euro a été confrontée à des défis structurels, tels que des taux de chômage élevés dans certains pays membres et des divergences économiques entre les États.

Dynamisme économique

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

| بنك الجزائر                                        |         |                     |                                                                                       |             |             |
|----------------------------------------------------|---------|---------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| BANK OF ALGERIA                                    |         |                     |                                                                                       |             |             |
| COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN |         |                     |                                                                                       |             |             |
| Cours du : 11 Novembre 2024                        |         |                     |                                                                                       |             |             |
| Valeur : 13 Novembre 2024                          |         |                     |                                                                                       |             |             |
| BASE                                               | DEVICES |                     |                                                                                       | COURS ACHAT | COURS VENTE |
| 1                                                  | USD     | US DOLLAR           |  | 133.7657    | 133.7807    |
| 1                                                  | EUR     | EURO                |  | 143.1828    | 143.2122    |
| 1                                                  | GBP     | POUND STERLING      |  | 172.6009    | 172.6425    |
| 100                                                | JPY     | JAPANESE YEN        |  | 87.1665     | 87.1819     |
| 1                                                  | CNY     | CHINESE YUAN        |  | 18.6137     | 18.6169     |
| 1                                                  | CHF     | SWISS FRANC         |  | 152.4917    | 152.5262    |
| 1                                                  | CAD     | CANADIAN DOLLAR     |  | 96.1099     | 96.1275     |
| 1                                                  | DKK     | DANISH KRONE        |  | 19.2024     | 19.2056     |
| 1                                                  | SEK     | SWEDISH KRONA       |  | 12.3402     | 12.3445     |
| 1                                                  | NOK     | NORWEGIAN KRONE     |  | 12.1370     | 12.1421     |
| 1                                                  | AED     | UAE DIRHAM          |  | 36.4177     | 36.4227     |
| 1                                                  | SAR     | SAUDI RIYAL         |  | 35.6120     | 35.6179     |
| 1                                                  | KWD     | KUWAITI DINAR       |  | 435.4352    | 435.6259    |
| 1                                                  | TND     | TUNISIAN DINAR      |  | 42.6439     | 43.0725     |
| 1                                                  | MAD     | MOROCCAN DIRHAM     |  | 13.5445     | 13.5460     |
| 1                                                  | LYD     | LIBYAN DINAR        |  | 27.5493     | 27.6904     |
| 1                                                  | MRU     | MAURITANIAN OUGUIYA |  | 3.3526      | 3.3630      |
| 1                                                  | SDR     | SPEC. DRA. RIGHTS   |                                                                                       | 177.5672    | 177.5672    |

MARCHÉS EN ASIE

Le Bitcoin redouble de vigueur

Le Bitcoin approche mardi dans les premiers échanges en Asie la barre des 90.000 dollars, tandis que les places chinoises guettent des annonces de résultats et que Tokyo repart à la hausse. Le Bitcoin pulvérise les uns après les autres ses propres records, frôlant mardi matin le palier des 90.000 dollars, toujours mu par la victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine. La première devise numérique par capitalisation a culminé à 89.599 dollars vers 23H20 GMT lundi, avant de reculer à 89.200 dollars mardi vers 01H30 GMT. Les cryptomonnaies continuent de s'envoler avec le retour à la Maison Blanche de Donald Trump, qui promet de déréglementer ce secteur, à

contre-courant de l'approche plus restrictive privilégiée par l'actuel président Joe Biden. Dans les premiers échanges à Hong Kong, l'indice Hang Seng reculait de 0,48% à 20.329,89 points vers 01H35 GMT, dans l'attente des annonces de résultats cette semaine des géants Tencent et Alibaba. Les marchés étaient par ailleurs restés sur leur faim après l'annonce en fin de semaine dernière par la Chine d'un relèvement de 780 milliards d'euros du plafond de la dette des collectivités locales pour soutenir son activité économique. L'indice composite de Shanghai lâchait 0,12% à 3.465,96 points, tandis que celui de Shenzhen progressait lui de 0,36% à 2.141,35 points.

La bourse de Milan démarre la semaine en force

La Piazza Affari est restée tonique en cette première séance du huitième en ligne avec les autres marchés européens. Des indications positives sont également venues des futures américains, ce qui augure d'une nouvelle séance de galop pour la bourse américaine. Au niveau macroéconomique, la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine ramenant l'attention sur la trajectoire de l'inflation aux États-Unis, les marchés se pencheront cette semaine sur les chiffres de l'IPC d'octobre, attendus mer-

credi, suivis le lendemain par les chiffres de l'IPP. Vers 12h25, le FtseMib a augmenté de 1,21% pour atteindre son plus haut niveau de la séance. Les volumes se sont élevés à environ 900 millions.

Les actions en évidence aujourd'hui

Rien n'arrête Leonardo, qui bondit de 3,6 %, le titre atteignant de nouveaux sommets depuis octobre 2000 dans une phase haussière qui a débuté avec la victoire de Donald Trump à la Maison Blanche et sur les attentes d'une aug-

mentation des dépenses militaires en Europe. Dans le quotidien Mediobanca securities écrit que "le résultat des élections américaines pourrait avoir un impact significatif sur le secteur de la défense de l'UE et sur Leonardo en particulier, ce qui pourrait se traduire par une accélération des dépenses de défense en Italie, qui sont encore nettement inférieures à l'objectif de 2 % de l'OTAN". Les banques se sont bien comportées, Unicredit et IntesaSanpaolo progressant respectivement de 0,9 % et de 1,1 %. Pop Sondrio a gagné plus de 2 %.

Les services publics, plutôt touchés par la lettre dernièrement, se sont redressés avec Snam en hausse de 0,95 % et Terna en hausse de 1 %. Le secteur pétrolier s'est également bien comporté, Saipem etEni progressant d'environ 1 %. Buzzi a également été tonique, augmentant de plus de 3,6 % après la victoire de Trump sur les attentes de dépenses accrues pour les infrastructures et la reconstruction d'après-guerre en Ukraine. La Juventus a également augmenté de 1,6 %, tandis que la Lazio a été négative après sa victoire en championnat le week-end dernier.

Paris recule, la hausse des tarifs douaniers de Trump inquiète

La Bourse de Paris évolue en net recul mardi, plombée par les promesses de hausse des tarifs douaniers de Donald Trump vis-à-vis de l'Union Européenne et de la Chine. L'indice vedette CAC 40 reculait de 0,92% à 7359,26 points vers 9H00 GMT. Lundi, l'indice avait gagné 1,20%, à 7426,88 points. Depuis la victoire de Donald Trump, les marchés européens oscillent entre espoirs vis-à-vis de ses promesses de dérégulation et baisses des impôts pour les entreprises, et leurs craintes des conséquences d'une hausse des droits de douanes aux États-Unis.

Le président élu américain veut remonter de 10 à 20% les taxes à l'importation pour les produits entrant dans le pays, même ceux venant de l'Union européenne. Il a promis d'aller jusque 60% pour la Chine, ce qui ne devrait pas arranger la situation de la deuxième économie mondiale, atone depuis plusieurs mois, et dont dépendent de nombreuses entreprises françaises, notamment les poids lourds du luxe, pour leurs exportations. Ces derniers étaient donc particulièrement dans le rouge mardi: vers 9H00 GMT, Kering perdait 4,33% à 214,30 euros, LVMH 2,27% à 585,90

euros etHermes 1,42% à 2.020,00 euros. D'autant que les marchés restent sur leur faim après l'annonce en fin de semaine dernière par Pékin de nouvelles mesures de soutien à l'économie - un relèvement de 780 milliards d'euros du plafond de la dette des collectivités locales. Ce plan "manquait de mesures de relance supplémentaires" pour faire face à "la morosité de la consommation en Chine et (aux) difficultés du marché immobilier", a estimé Charu-Chanana, stratéiste devises chez Saxo Capital Markets. En dehors de ces considérations, la

séance s'annonce calme en Europe, avec peu d'indicateurs à se mettre sous la dent pour les investisseurs, exception faite de la publication à 11H00 du baromètre ZEW mesurant le moral des investisseurs en Allemagne. La coalition du chancelier Olaf Scholz a explosé la semaine dernière, ouvrant la voie à de nouvelles élections dans la première économie européenne, qui fait les frais depuis plusieurs mois d'une crise tenace de son secteur industriel. Dans ce contexte, le taux de l'emprunt allemand sur dix ans, une référence en Europe, atteignait vers 9H00

GMT 2,34%, contre 2,32% la veille. Son équivalent français s'établissait à 3,08%, contre 3,07% la veille.

Rémy Cointreau reculent

Les géants des spiritueux Pernod Ricard (-1,59% à 111,15 euros) et Rémy Cointreau (-2,24% à 54,60 euros) sont dans le rouge, après que la Chine a annoncé lundi l'imposition de "mesures antidumping temporaires" sur les brandys importés de l'Union européenne (UE), dont le cognac, après une annonce similaire le mois dernier, sur fond de tensions commerciales entre Pékin et Bruxelles.

EUROPE

# L'économie résiste péniblement au troisième trimestre

Au troisième trimestre, la croissance de la zone euro atteint 0,4 %. Une hausse en trompe-l'œil, soutenue par les Jeux olympiques à Paris, des anomalies statistiques en Irlande et la bonne santé économique de l'Espagne.

L'économie européenne montre-t-elle des signes de reprise ? La croissance de la zone euro au troisième trimestre s'est révélée légèrement plus dynamique qu'attendu, en hausse de 0,4 % par rapport au trimestre précédent, selon les données de l'institut Eurostat publiées mercredi 30 octobre. Même l'Allemagne, pays malade du moment, retrouve un peu de couleurs, avec une croissance de 0,2 %, en partie grâce à la consommation des ménages. La France (0,4 %) et surtout l'Espagne (0,8 %) affichent aussi des performances apparemment solides. Ces chiffres sont pourtant largement en trompe-l'œil. « Il ne faut pas prendre cette reprise du troisième trimestre comme le signe d'une accélération robuste », avertit Riccardo MarcelliFabiani, du cabinet d'études Oxford Economics. La croissance allemande est meilleure que prévu au troisième trimestre, mais

elle a en revanche été revue à la baisse pour le deuxième trimestre, de - 0,1 % à - 0,3 %. Le plus important pays d'Europe est toujours en stagnation. Sur les six derniers trimestres, trois ont enregistré un produit intérieur brut (PIB) en baisse. Il faut également ajouter des bémols sur la France, la croissance du troisième trimestre étant gonflée artificiellement par une décision de comptabilité nationale : l'ensemble des droits de télévision et la vente des billets des Jeux olympiques et paralympiques ont été enregistrés sur cette période. Cette anomalie comptable va s'effacer au quatrième trimestre, réduisant mécaniquement la croissance.

Particulièrement volatil

Autre motif appelant la prudence, la croissance en Irlande affiche une impressionnante hausse de 2 % sur le seul troisième trimestre, mais ce chiffre n'a

guère de signification. Le PIB de ce petit pays de cinq millions d'habitants est particulièrement volatil, parce qu'il dépend de la façon dont une poignée de multinationales américaines y enregistrent leurs bénéfices européens, y concentrant artificiellement leurs flux financiers. En retirant l'Irlande et la France, le cabinet Capital Economics calcule que la croissance de la zone euro atteint 0,3 %, certes en légère progression par rapport aux 0,2 % du trimestre précédent, mais indiquant toujours une conjoncture médiocre. Une sorte de ciel gris néerlandais, lançait avec humour le 28 octobre KlaasKnot, le gouverneur de la banque centrale des Pays-Bas : « La situation est comme la météo en octobre à Amsterdam, pas géniale mais pas aussi mauvaise que les gens ne le disent. » Au total, la croissance est en chemin pour atteindre cette année la prévision de la Commission européenne, à 0,8 %.

CHINE

## Pékin en quête de relance économique

Confronté au ralentissement de la croissance, Pékin multiplie les annonces de soutien sectoriel, mais est réticent à apporter une aide directe aux Chinois eux-mêmes, qui préfèrent épargner plutôt que consommer. Les dirigeants chinois ont le goût du suspense. « Les mesures seront de taille assez importante cette fois-ci », a fait savoir, vendredi 25 octobre, le vice-ministre des finances chinois, Liao Min, en déplacement à Washington pour les réunions du Fonds monétaire international et de la

Banque mondiale. Voilà des semaines que les autorités chinoises font comprendre qu'un plan de relance est en préparation. Si décision il y a, elle pourrait être entérinée par les législateurs du Parti communiste chinois, l'Assemblée nationale populaire, dont le comité permanent se réunira du 4 au 8 novembre. L'ampleur du plan est l'une des inconnues. L'autre incertitude concerne les secteurs de l'économie que le pouvoir compte soutenir. Le ciblage des mesures sera un choix d'orientation politique majeur, un choix de société.

Des mesures qui renforceraient l'Etat, ou les gouvernements locaux extrêmement endettés qu'il faut renflouer, accroîtraient encore la place de la puissance publique chinoise, tandis que des mesures amples de soutien à la consommation profiteraient aux ménages. Derrière, il s'agit de savoir quelle Chine le président Xi Jinping entend façonner. Depuis septembre, Pékin égraine des annonces de soutien économique. C'est le signe que quelque chose a changé dans la perception du risque économique. Jusque-là, le tout-puissant

chef de l'Etat-Parti chinois, par qui passent nécessairement les décisions importantes, semblait plutôt prêt à assumer une dose de ralentissement de l'économie. Après tout, il avait voulu dégonfler la bulle immobilière, quand bien même la chute de ce secteur a lourdement affecté les ménages, qui y plaçaient une bonne partie de leurs économies. Mais, au cœur de l'été, les prix de l'immobilier continuaient à baisser, et le chômage des jeunes passait de 13,2 % en juin à 17,1 % en juillet et 18,8 % en août. Il devenait de plus

en plus clair que la Chine peinerait à atteindre son objectif d'une croissance d'environ 5 % cette année. Depuis septembre, M. Xi a donc appelé toutes les couches de l'administration à faire le nécessaire pour redresser la croissance. La banque centrale s'est mobilisée en baissant ses taux directeurs et a débloqué une ligne de crédit pour doper le marché boursier, après un plan de soutien à l'immobilier en mai, tandis que des émissions obligataires devaient permettre d'aider les provinces et villes exsangues.

ETATS-UNIS

## Marco Rubio devrait être le chef de la diplomatie de Trump

Le président-élu américain Donald Trump devrait nommer Marco Rubio comme secrétaire d'Etat au sein de sa future administration, ont déclaré lundi des sources, une décision qui ferait du sénateur républicain de Floride le premier politicien d'origine hispanique à occuper ce poste. S'il n'est pas inhabituel que Donald Trump change d'avis à la dernière minute pour certaines décisions, son choix semble avoir été définitivement arrêté, ont précisé les sources. Aucun commentaire n'a été obtenu dans l'immédiat auprès de représentants de Donald Trump et de Marco Rubio. Parmi les candidats évoqués pour succéder à Antony Blinken, nommé par le président démocrate sortant Joe Biden,

Marco Rubio semblait le plus "dur" car partisan d'une politique étrangère musclée de la part de Washington à l'égard de ses rivaux géopolitiques comme la Chine, l'Iran ou encore Cuba. Au cours des dernières années, Marco Rubio a exprimé des positions se rapprochant de celles exprimées par Donald Trump, qui a reproché par le passé à d'anciens présidents américains d'avoir entraîné les Etats-Unis dans des guerres coûteuses et futiles. La nouvelle administration Trump aura affaire à un monde plus volatile et à des tensions plus grandes que lors de la première prise de fonction du républicain à la Maison blanche en janvier 2017, entre la guerre en Ukraine, les conflits au Proche-Orient et les rapprochements entre la Chine, la Russie et

l'Iran. Marco Rubio, 53 ans, a récemment déclaré à propos de l'Ukraine que Kyiv devait chercher à sceller un accord avec Moscou plutôt que de se focaliser sur les territoires contrôlés par la Russie à la suite de ses offensives. Le sénateur de Floride est l'un des 15 sénateurs républicains à avoir voté contre une aide militaire de 95 milliards de dollars à l'Ukraine approuvée par le Congrès en avril dernier. En plus de sa signification sur le plan international, la nomination de Marco Rubio à la tête de la diplomatie américaine revêt une importance à l'échelle du pays, alors qu'une partie de l'électorat hispanique traditionnellement favorable aux démocrates a voté en faveur de Donald Trump lors de l'élection présidentielle.

Donald Trump pourrait renforcer sa popularité auprès des "Latinos" en envoyant le signal qu'ils ont une place parmi les plus hauts échelons de son administration, après avoir envisagé de faire de Marco Rubio son colistier pour le scrutin présidentiel du 5 novembre. Il avait finalement choisi le sénateur de l'Ohio, JD Vance. Plus haut représentant républicain à la commission sénatoriale du Renseignement, Marco Rubio a mis la pression sur l'administration Biden dans plusieurs dossiers, appelant notamment cette année à un embargo sur les ventes au groupe chinois Huawei après que ce dernier a dévoilé un nouvel ordinateur portable équipé d'une puce d'intelligence artificielle (IA) produite par Intel.

FACE À UN RISQUE DE GRÈVE DES DOCKERS

### Le port de Montréal fermé par sa direction

Plusieurs ports du Canada, dont ceux de Montréal et de Vancouver, sont fermés lundi sur décision de leur direction face à des risques de grève des salariés. Ces lockouts - fermeture provisoire d'une entreprise décidée par l'employeur en réponse à un conflit social - ont été décidés en réaction à un vaste mouvement social chez les dockers canadiens. La fermeture du port de Montréal a été décidée dimanche, une semaine après des mesures similaires à Vancouver, le plus important du Canada - et ceux de Nanaimo et Prince Rupert, sur la côte Pacifique. À Montréal, le second port du pays qui emploie 1200 salariés a été bouclé après le refus par leur syndicat d'adopter la dernière proposition de la direction pour une nouvelle convention collective. «On considère que c'est un tir groupé, coordonné, planifié (de la direction) afin de faire monter de la pression auprès du gouvernement pour qu'il intervienne dans notre dossier», a déclaré lundi à la presse Michel Murray, conseiller du Syndicat des débardeurs SCFP. Il estime que si l'Association des employeurs maritimes (AEM) «avait respecté» le processus de négociations, «on aurait trouvé des solutions et on aurait évité un conflit au port de Montréal». Les salaires et des horaires de travail accusés de nuire à la qualité de vie des dockers sont au centre du conflit. L'AEM a demandé l'intervention du ministre fédéral du Travail pour trouver une solution au conflit. La direction du port de Montréal a mis en garde dans un communiqué contre «les graves conséquences économiques» que pourrait avoir «un conflit prolongé».

## FUTURE RENAULT CLIO 6

# On en sait plus sur son look et on vous le dévoile

En 2025, Renault présentera la sixième génération de la Clio. Électrifiée mais pas 100% électrique, pour ne pas marcher sur les plates-bandes de la R5, la star du Losange arborera un style inédit, fortement inspiré par celui du prototype Renault Emblème dévoilé au Mondial de Paris.

**A**u Mondial de l'Auto de Paris, le stand Renault, le plus vaste de tout le salon, mettait le paquet sur ses citadines électriques. Premier bain de foule pour la Renault 4, première exposition hexagonale pour la Renault 5 E-Tech, tandis que la future Renault Twingo, prévue pour 2026, attirait le chaland sous la forme d'un concept car qui, lui aussi, était exposé pour la première fois.

Un véritable festival de véhicules sur prise, afin de préparer le public à la mutation qui s'opère peu à peu dans la gamme. De quoi se demander si les Renault thermiques font déjà partie du passé ? Rassurez-vous, la marque tricolore ne mettra pas tous ses œufs dans le même panier et n'abandonnera pas le marché des berlines polyvalentes thermiques, sur lequel, depuis maintenant 34 ans, la Renault Clio joue un rôle majeur. Un best-seller qui a séduit plus de 15 millions d'acheteurs de par le monde, dont une large majorité en Europe. Il ne s'agirait pas de tuer cette poule aux œufs d'or, qui capte une clientèle réfractaire au tout électrique, restant parfaitement adapté aux marchés où les "wattures" souffrent encore d'un réseau de recharge peu développé. Et qui, surtout, en l'absence de coûteuses batteries, permet encore d'envisager des tarifs compétitifs.

La lignée sera renouvelée en 2025, date à laquelle le sixième opus de la Clio sera dévoilé. Pour autant, il n'investira les concessions qu'en 2026. Un tempo



somme toute logique : lancée en 2019, l'actuelle Clio 5 est passée par la case restylage l'an dernier, ce qui lui laisse encore un peu temps avant de faire valoir ses droits à la retraite.

## Clio 6 : une Clio 5 recarrossée ?

Cette Clio Mk6 procèdera techniquement du modèle actuel, elle sera en effet bâtie sur la plateforme CMF-B, base largement éprouvée au sein du groupe Renault. Sous la houlette de Gilles Vidal, les stylistes du Losange n'ont pas changé

le credo esthétique de la Clio : son look restera contemporain. Elle ne sera nullement le chantre d'un style néo-rétro, partition qu'elle laisse volontiers aux R4, R5 et Twingo citées plus haut. Toutefois, à bord, afin de réaliser de substantielles économies, l'interface digitale déjà commune aux R4 et R5 (photo ci-dessous) et leur console de commande seront aussi de mise dans la Clio 6. Cette dernière agencera cependant ses deux dalles dans un mobilier qui lui sera spécifique.

## L'Emblème comme emblème

En effet, la nouvelle génération de Renault Clio inaugurera un design spécifique amorcé par le concept car Renault Emblème, lui aussi dévoilé au Mondial de Paris. Bien évidemment, le musée plongeant et caractérisé par une aérodynamique ultra soignée – avec une entrée d'air sise entre les phares et dont le flux s'écoule le long du capot en direction du pare-brise, à l'instar de celui de l'Alpine A390<sub>β</sub> – ne sera plus d'actualité sur la Clio qui, contrairement au prototype électrique alimenté à l'hydrogène soucieux de sa consommation, n'en a pas besoin. En revanche, la mise en scène de l'éclairage diurne, intégré à un losange sous chaque projecteur, sera adaptée au gabarit plus compact de la Clio.

Autre élément clé qui sera transposé du Renault Emblème de salon à la Clio 6 de série, le montant de custode en arche s'achevant par un imposant becquet de toit, indispensable pour canaliser l'écoulement de l'air et compenser un hayon à la lunette fortement inclinée. La Clio en profitera-t-elle pour accroître sa capacité d'emport ? Affaire à suivre.

## Les "dézirs" de la Clio 4

Cette logique stylistique, où un prototype de salon sert de manifeste esthétique à la Clio, n'est pas nouvelle dans l'histoire du modèle. L'on se souvient du concept car Renault DeZir, dévoilé au Mondial de l'Auto de Paris en 2010, et dont les galbes comme l'identité faciale ont été ensuite inaugurés de série dans la gamme par la Renault Clio 4. Celle portant le code projet X98, lancée en 2012 et qui figura au catalogue jusqu'en 2020.

## Cette AUDI Concept E n'est pas une Audi (et pourtant si...)



**A**udi lance une nouvelle sous-marque qui s'appelle... AUDI. En majuscules donc, mais sans les anneaux distinctifs. Ben voyons ! Audi n'est pas très doué pour trouver des appellations de modèles et des désignations

de motorisations cohérentes et assez claires. Et il semble que la firme d'Ingolstadt n'ait pas corrigé ces errements, car le département marketing a de nouveau proposé quelque chose de nouveau. La nouvelle sous-marque d'Audi s'appellera AUDI. Donc

en majuscules. Et sans les anneaux distinctifs. Sérieusement ?! AUDI est le fruit d'une collaboration entre Audi et la société chinoise SAIC (et non Saic). Les futurs modèles sont donc destinés au marché chinois et auront un design spécifique

tant pour la carrosserie que pour l'habitacle. En 2025, le premier des trois véhicules électriques déjà prévus pour la République populaire devrait être prêt pour la production. Il s'agira de trois modèles électriques AUDI qui se situent dans les segments de prix supérieurs. Premium, pour ainsi dire. Ou faut-il dire PREMIUM ?

L'AUDI Concept E est le premier concept de cette nouvelle marque. Il s'agit d'un crossover de type break (ne l'appellez surtout pas Avant !) s'étirant sur 4,87 m de long. La motorisation électrique promet une puissance de 775 ch pour un couple maximal de 850 Nm et le pack de batteries a une capacité de 100 kW, ce qui donnerait une autonomie de 700 km (du moins selon le cycle chinois CLT, un peu moins sévère que notre norme WLTP).

## RÉSEAUX CRIMINELS ET INFLUENCEURS

# Quand les ados deviennent les cibles du recrutement en ligne

*Pour recruter des mains toujours plus jeunes, les réseaux criminels adoptent les codes des influenceurs sur les réseaux sociaux. Europol alerte sur cette nouvelle tendance qui inquiète et transforme les activités illégales en « défis » attractifs pour les adolescents.*

Dans une note publiée ce mardi 12 novembre, Europol, l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs, tire la sonnette d'alarme sur un phénomène bien préoccupant. L'institution s'inquiète de l'utilisation massive des médias sociaux par les réseaux criminels pour recruter des mineurs. L'agence révèle que ces derniers sont impliqués dans plus de 70% des marchés criminels, notamment dans le trafic de drogue, la fraude en ligne et la cybercriminalité. Les méthodes de recrutement sont de plus en plus sophistiquées. Elles s'inspirent désormais des codes et techniques des influenceurs.

## Des méthodes de recrutement de criminels qui ciblent la génération Z sur les réseaux sociaux

Les recruteurs ont parfaitement intégré les codes de communication des jeunes sur les réseaux sociaux. En utilisant un savant mélange d'emojis, de messages codés et de langage adapté, ils parviennent à établir un premier contact avec leur cible, sans éveiller les soupçons. Les conversations se déroulent sur des applications chiffrées, permettant l'anonymat et la destruction automatique des messages. La promesse d'argent facile est au cœur



de leur stratégie. Les sommes proposées peuvent atteindre plusieurs milliers d'euros, parfois même 20 000 euros, pour les actes les plus graves, comme les meurtres. Ces offres, que certains jeunes considèrent comme alléchantes, sont présentées comme des « opportunités business » ou de simples « jobs », en masquant leur nature illégale, der-

rière un vocabulaire entrepreneurial toujours plus déduisant.

Les criminels savent y faire pour manipuler émotionnellement les adolescents. Ils créent un sentiment d'appartenance, d'exclusivité, et leur font croire qu'ils sont spéciaux, qu'ils ont été choisis. Forcément, les plus vulnérables sont les adolescents en quête de reconnaissance.

## La « gamification » du crime organisé

Europol en dit plus sur les techniques utilisées. L'agence regrette la « gamification » des activités criminelles. Les missions illégales sont présentées comme des challenges, ou des défis, qui rappellent sans mal l'univers des jeux vidéo et des réseaux sociaux. Une approche ludique qui vient banaliser la gravité des actes demandés et rendre l'engagement criminel plus attractif pour les jeunes. D'ailleurs, les tâches confiées aux mineurs sont multiples, et de plus en plus risquées. Alors qu'ils sont souvent âgés de 13 à 17 ans en moyenne, les jeunes peuvent être utilisés comme dealers de rue, coursiers ou même être impliqués dans des activités violentes, ce fut le cas très récemment encore à Marseille. Plus inquiétant encore, certains jeux vidéo servent carrément d'outils d'entraînement pour enseigner des techniques violentes.

Alors pourquoi les réseaux criminels privilégient-ils les mineurs aujourd'hui ? En partie parce qu'ils présentent un risque minimal en cas d'arrestation. Sans casier judiciaire et avec une connaissance limitée de l'organisation criminelle, ils deviennent des recrues idéales pour les activités illégales, tout en étant moins susceptibles de collaborer avec les autorités et forces de l'ordre.

## Des fabriques d'intelligence artificielle en Europe, le remède pour livrer une opposition digne de ce nom aux États-Unis et à la Chine

L'Europe accélère dans la course à l'intelligence artificielle, avec sept projets de fabriques d'IA déposés à la Commission européenne lundi. Ces futures usines de calcul visent à propulser le Vieux continent parmi les leaders mondiaux du secteur. L'Union européenne est en train de franchir une étape décisive dans sa stratégie de développement de l'IA. Quinze États membres et deux pays participants se sont mobilisés pour proposer la création de sept fabriques d'intelligence artificielle, centrées autour des supercalculateurs européens. Cette initiative majeure, dont les premiers projets seront sélectionnés le mois prochain, promet de transformer radicalement le paysage technologique européen, toujours plus secoué par les blocs américain et chinois. Examinons les détails.

### Une mobilisation européenne sans précédent autour de l'intelligence artificielle

La Finlande ouvre la marche, avec une impressionnante coali-



tion réunissant la République tchèque, la Norvège, la Pologne, le Danemark et l'Estonie autour d'un projet commun. Cette alliance nordique démontre la volonté de mutualiser les ressources et les expertises pour créer une fabrique d'IA performante. Le Luxembourg, l'Italie, l'Allemagne, la Suède et la Grèce ont également soumis leurs propositions individuelles, tandis que l'Espagne coordonne un projet ambitieux avec le Portugal, la Tur-

quie et la Roumanie. Cette diversité géographique, qui souffre pour l'instant de l'absence de la France, assure une répartition équilibrée des capacités sur le territoire européen. Chypre et la Slovaquie ont déjà manifesté leur intérêt pour rejoindre l'aventure lors d'une seconde vague, dont la date limite de candidature est fixée au 1er février 2025 par la Commission européenne, qui a reçu les sept premières propositions de fabriques

d'intelligence artificielle le lundi 11 novembre.

### 2,1 milliards d'euros et une super alliance pour développer des modèles d'IA européens de pointe

Ces fabriques d'IA pourront s'appuyer sur un investissement massif de 2,1 milliards d'euros. Celui-ci sera destiné à l'acquisition ou à la mise à niveau d'un nouveau supercalculateur. Le financement, jugé crucial par

Bruxelles, permettra de développer la puissance de calcul nécessaire à la création de modèles d'IA de pointe.

Un soutien supplémentaire de 100 millions d'euros sera accordé via InvestEU (un programme de l'Union européenne qui finance des projets durables et innovants) pour stimuler l'innovation des start-up. L'objectif sera de mobiliser jusqu'à un milliard d'euros d'investissements complémentaires. Voilà une approche qui, sur le papier, peut conduire à la création d'un environnement fertile pour l'émergence de solutions d'IA innovantes. Les premières fabriques d'IA devraient voir le jour au début de l'année prochaine. Elles pourraient marquer le début d'une nouvelle ère pour la technologie en Europe. Les installations, qui seront interconnectées et accessibles aux aussi bien aux start-up, chercheurs et industriels, incarneront peut-être, qui sait, la réponse européenne aux géants américains et chinois de l'IA.

Mots fléchés

|                                     |            |                                     |                                                         |                                                     |                          |                                         |                                               |                        |                  |                                    |          |                    |                                             |
|-------------------------------------|------------|-------------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|--------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------------|------------------------|------------------|------------------------------------|----------|--------------------|---------------------------------------------|
| Élabo-<br>ration                    |            | Métier<br>modèle                    |                                                         | Calife                                              |                          | Bourricot<br>Terre<br>entourée<br>d'eau |                                               | Amérindien             |                  | Jupes de<br>dessous                |          | Lichen             |                                             |
| Infections                          |            |                                     |                                                         |                                                     |                          |                                         |                                               | Mousseux<br>italien    |                  |                                    |          | Annotation         |                                             |
|                                     |            |                                     |                                                         |                                                     |                          |                                         |                                               |                        |                  |                                    |          |                    |                                             |
| Internement                         |            | Fils de<br>Agamemnon                |                                                         | Poisson de<br>mer                                   |                          |                                         |                                               |                        |                  | Nuance                             |          |                    |                                             |
|                                     |            |                                     |                                                         | Son nom<br>indique sa<br>forme                      |                          |                                         |                                               |                        |                  | Passage<br>entre deux<br>montagnes |          |                    |                                             |
|                                     |            |                                     |                                                         |                                                     |                          |                                         |                                               |                        | Agglomération    |                                    |          |                    |                                             |
|                                     |            |                                     |                                                         |                                                     |                          |                                         |                                               |                        | Cent ans         |                                    |          |                    |                                             |
| Choix                               |            |                                     |                                                         |                                                     | Subalterne               | Fric                                    | Éloignée                                      |                        |                  |                                    |          |                    |                                             |
| Demi                                |            |                                     |                                                         |                                                     |                          |                                         | Conteste                                      |                        |                  |                                    |          |                    |                                             |
|                                     |            |                                     |                                                         |                                                     |                          |                                         |                                               |                        |                  |                                    |          |                    |                                             |
|                                     |            |                                     |                                                         |                                                     |                          |                                         |                                               | Affluent de<br>Danube  |                  |                                    |          | De la même<br>mère | Ville du<br>Maroc                           |
| Instrument                          |            |                                     |                                                         |                                                     |                          |                                         |                                               |                        |                  | Fou en<br>verlan                   |          |                    |                                             |
| Partie<br>d'une pièce<br>de théâtre |            |                                     |                                                         |                                                     |                          |                                         |                                               |                        |                  | Lac des<br>Pyrénées                |          |                    |                                             |
|                                     |            |                                     |                                                         | Morgane,<br>Viviane,<br>Clochette<br>ou<br>Mélusine |                          |                                         |                                               | Narre                  |                  |                                    |          |                    |                                             |
|                                     |            |                                     |                                                         | Laitouse                                            |                          |                                         |                                               |                        |                  |                                    |          |                    |                                             |
| Tellure                             |            |                                     | Monnaies<br>roumaines                                   |                                                     |                          |                                         | Fermées                                       |                        |                  |                                    |          |                    |                                             |
| Bradype                             |            |                                     |                                                         |                                                     |                          |                                         | Exalitre                                      |                        |                  |                                    |          |                    |                                             |
|                                     |            | Bavarde                             |                                                         |                                                     |                          |                                         |                                               |                        |                  |                                    |          |                    |                                             |
|                                     |            | Habitacle                           |                                                         |                                                     |                          |                                         |                                               | Pays                   |                  | Âne<br>sauvage                     | Élegante |                    | Groupe de<br>Rap<br>français<br>(initiales) |
| Langue du<br>midi                   |            |                                     |                                                         | Cligné                                              |                          |                                         |                                               |                        | Cordage<br>marin |                                    |          |                    |                                             |
| Petit recueil<br>plaisant           |            |                                     |                                                         |                                                     |                          |                                         |                                               |                        | Maigre           |                                    |          |                    |                                             |
|                                     |            |                                     | Il est<br>acheminé<br>par une<br>voiturette<br>au rugby |                                                     |                          |                                         | Fixant                                        |                        |                  |                                    |          |                    |                                             |
|                                     |            |                                     |                                                         |                                                     |                          |                                         | Saisons                                       |                        |                  |                                    |          |                    |                                             |
| Hurllement                          | Bizut      |                                     |                                                         |                                                     |                          | Couchette<br>en toile                   |                                               |                        |                  |                                    |          | Confédérés         |                                             |
|                                     | Xénophobes |                                     |                                                         |                                                     |                          |                                         |                                               |                        |                  |                                    |          |                    |                                             |
|                                     |            |                                     | Maisons<br>isolées                                      |                                                     |                          |                                         |                                               |                        |                  |                                    |          |                    | Xénon                                       |
|                                     |            |                                     | Intronisées                                             |                                                     |                          |                                         |                                               |                        |                  |                                    |          |                    |                                             |
| Périodes                            |            |                                     |                                                         |                                                     |                          |                                         |                                               | Qui n'est<br>pas plein |                  |                                    |          |                    |                                             |
| Grande<br>étendue<br>d'eau salée    |            |                                     |                                                         | Querelles                                           |                          | Petit<br>ruisseau                       |                                               | Non-<br>chalantes      |                  |                                    |          |                    |                                             |
|                                     |            |                                     |                                                         |                                                     |                          |                                         |                                               |                        |                  |                                    |          |                    |                                             |
|                                     |            |                                     |                                                         |                                                     | Assemblé                 |                                         |                                               |                        |                  | Cube de<br>jeu                     |          |                    |                                             |
|                                     |            |                                     |                                                         |                                                     |                          |                                         |                                               |                        |                  | Retenu                             |          |                    |                                             |
| Dieu des<br>morts                   |            | Cobalt                              |                                                         |                                                     | Engrais                  |                                         |                                               |                        |                  | Titane                             |          |                    | Évêché de<br>Normandie                      |
|                                     |            | Personnage<br>de Tintin et<br>Milou |                                                         |                                                     | Sud-ouest<br>(initiales) |                                         |                                               |                        |                  | Océans<br>'fermés'                 |          |                    |                                             |
|                                     |            |                                     |                                                         |                                                     |                          | Étain                                   |                                               |                        |                  |                                    |          |                    |                                             |
|                                     |            |                                     |                                                         |                                                     |                          | Morceau<br>de choix                     |                                               |                        |                  | Cantine<br>huppée                  |          |                    |                                             |
| Pactole                             |            |                                     |                                                         |                                                     |                          |                                         | Trois fois<br>dix<br>(attention,<br>très dur) |                        |                  |                                    |          |                    |                                             |
| Ensemencée                          |            |                                     |                                                         |                                                     |                          |                                         |                                               |                        |                  |                                    |          |                    |                                             |
|                                     |            |                                     |                                                         |                                                     | Courroux                 |                                         |                                               |                        |                  | Précipitation                      |          |                    |                                             |
|                                     |            |                                     |                                                         |                                                     |                          |                                         |                                               |                        |                  |                                    |          |                    |                                             |
| Écopes                              |            |                                     |                                                         |                                                     |                          |                                         | Chambre<br>d'écluse                           |                        |                  |                                    | Nazi     |                    |                                             |

PÉTROLE

Le Brent à plus de 72 dollars

Les cours du pétrole se redressent mardi dans un contexte de tensions renouvelées au Moyen-Orient mais restent contenus par la perspective d'une baisse de la demande sur le marché pétrolier. Vers 11h20, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, prend 0,78% à 72,39 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en décembre, gagne 0,81%, à 68,59 dollars. Les investisseurs "regardent de près l'évolution des tensions" au Moyen-Orient, selon des analystes. Mais "l'inquiétude persistante concernant la faiblesse de la demande chinoise de brut" limite la remontée des prix de l'or noir, expliquent-ils. La Chine, premier importateur de pétrole mondial, est aux prises avec une relance post-Covid laborieuse, lestée par une consommation atone et une sévère crise de l'immobilier, et le ralentissement de son activité économique plombe les cours du pétrole depuis plusieurs mois.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco

Mercredi 13 novembre 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



RÉFORME DU CONSEIL  
DE SÉCURITÉ

### Le représentant de l'Algérie préside une réunion de l'AG de l'ONU

Le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies à New York, l'ambassadeur Amar Bendjama, a présidé, lundi, les travaux d'une réunion de l'Assemblée générale (AG) des Nations unies, pour débattre de la représentation équitable au Conseil de sécurité et d'autres questions liées au Conseil. Cette activité s'inscrit dans le cadre de l'élection par acclamation de l'Algérie en juin dernier, comme vice-présidente de la 79e session de l'AG de l'ONU. Dans son allocution prononcée lors de cette réunion au nom de l'Algérie, l'ambassadeur Amar Bendjama, a réaffirmé le soutien total de notre pays, en sa qualité de membre du Groupe des dix, à la position africaine commune, comme établi par le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte, rappelant que les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont approuvé en septembre dernier, à travers l'adoption du Pacte pour l'avenir, un critère fondamental pour la réforme du Conseil de sécurité, à savoir la nécessité de lever, en priorité, l'injustice historique imposée à l'Afrique et de traiter le continent comme un cas particulier. Le représentant de l'Algérie a souligné, dans son allocution, que le monde a beaucoup changé depuis la création du Conseil de sécurité en 1945, ajoutant que la composition du Conseil ne reflète plus la réalité du système mondial actuel, et sa légitimité et son efficacité sont de plus en plus remises en question, y compris le droit de veto dont disposent les cinq membres permanents. L'ambassadeur Bendjama a déploré l'échec du Conseil à remplir son mandat, faisant référence au génocide subi par les Palestiniens depuis plus d'une année, et à l'intensification et l'élargissement des agressions sans que le Conseil parvienne à y mettre fin.

27<sup>e</sup> SILA

## Des éditeurs appellent à soutenir l'industrie du livre dans les pays africains et arabes

Des professionnels de l'édition et du livre, réunis en marge du 27<sup>e</sup> Salon international du livre d'Alger (Sila), ont appelé lundi à soutenir l'industrie du livre et encourager la traduction dans les pays africains et arabes. S'exprimant lors d'une rencontre professionnelle sur les enjeux du livre arabe et africain, des éditeurs ont souligné la nécessité d'engager des réflexions afin d'asseoir une "véritable" industrie du livre dans les pays africains et arabes, pour "faire face" aux enjeux majeurs de l'édition, à l'ère du numérique. Le président de l'Union des éditeurs arabes, Mohamed Rashad, a jugé "faible" l'édition dans les pays arabes, avec seulement "75.000" à "85.000" nouveaux titres édités chaque année, selon une récente étude de l'organisation. Ce chiffre reflète, selon lui, une "faible"

dynamique éditoriale dans de nombreux pays arabes, avec un "net recul" dans l'édition du livre pour enfants, la nouvelle, le livre académique et scientifique. Selon Mohamed Rashad, également éditeur, le volume global de l'industrie de l'édition dans les pays arabes ne dépasse pas "4 milliards" de dollars. Pour sa part, le président de l'Organisation nationale des éditeurs de livres (Onel), Mohanad El Djahmani, a soutenu que "l'industrie du livre fait face à de nombreux défis, notamment linguistiques, dans les pays d'Afrique".

Relevant un "déclin" de la place de langue arabe dans certains pays africains, cet éditeur a appelé à "renforcer" l'enseignement de cette langue et encourager la traduction de l'arabe vers les langues africaines. L'essayiste Samia Bouharati

a, de son côté, appelé à encourager la traduction des ouvrages édités en Afrique et dans les pays arabes afin de "donner une large visibilité" à la production éditoriale, tous domaines confondus. Appelant à soutenir le livre et l'édition, cette ancienne employée de l'Enag (Entreprise nationale des arts graphiques) a estimé que le livre représente un "vecteur d'ouverture sur les cultures et savoirs". Le 27<sup>e</sup> Sila se poursuit jusqu'au 16 novembre, au Palais des expositions des Pins Maritimes, avec au programme des activités marquant la célébration du 70<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1<sup>er</sup> novembre 1954, en plus des rencontres-débats sur de nombreux sujets liés à la littérature, au patrimoine, à l'histoire et au cinéma.

Publicité



إغتنم تخفيضات

# -30%

إغتنم تخفيضات

خلال المعرض الدولي للكتاب

قصر المعارض - الصلوة البحرية - جناح C





## PROGRAMME

### DES VENTES-DÉDICACES SILA 2024

**JEUDI 07 NOVEMBRE**

Examinez les livres  
Un Cours de  
Rashad El Djahmani



**VENREDI 08 NOVEMBRE**

Examinez les livres  
Les crimes d'engue de la  
France en Algérie (2023-2024)  
Moukoko



**SAMEDI 09 NOVEMBRE**

Examinez les livres  
Les livres de  
Rashad El Djahmani et d'autres  
Moukoko



**DIMANCHE 10 NOVEMBRE**

Examinez les livres  
Les livres de  
Rashad El Djahmani et d'autres  
Moukoko



**LUNDI 11 NOVEMBRE**

Examinez les livres  
Journal d'une jeune scénariste  
Rashad



**MARDI 12 NOVEMBRE**

Examinez les livres  
La jeune femme et la vie  
Rashad



**VENREDI 15 NOVEMBRE**

Examinez les livres  
Les livres de  
Rashad El Djahmani et d'autres  
Moukoko



À PARTIR DE 14H AU STAND ANEP PAVILLON CENTRAL